

# FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT



**PROGRAMME : Energie pour TOUS (MEFA)**

**PAYS : Mozambique**

## RAPPORT D'ÉVALUATION DE PROJET

**Date : juillet 2021**

Équipe de projet	Chef de projet	M. Batsana – Chargé de l'énergie supérieur - Mozambique	COMZ
	Co-chef de projet	A. Pedersen – Chargé en chef des systèmes régionaux d'électricité	RDGS1
	Membres de l'équipe	L. Miriti/J. Gasanah – Spécialiste du genre	RDGS4
		E. Kahubire – Chargée principale des sauvegardes sociales	RDGS4
		Y. Arcelina – Chargé de programme pays	COMZ
		M. Mussumali – Chargé du changement climatique et de la croissance verte	PECG
		P. Palale Makwebo – Chargé de la gestion financière	RDGS4
		D. Konipo - Consultant	SNSP
		H. Malate – Spécialiste en passation des marchés	COMZ
		A. Vilanculos – Chargé des décaissements	COMZ
		M. Bwile – Consultant juridique	PGCL1
		A. Kabungo – Chargé d'investissement	PESR2
	E. Mariga – Expert en fragilité	RDGS	
	Chef de bureau pays	P. Toigo	COMZ
Chef de division sectoriel régional	F. Kanonda	RDGS1	
Directeur sectoriel	B. Baldeh	PESD	
Directrice générale régionale	L. Mokadem	RDGS	

Pairs évaluateurs	A. Alolo – Chargé de stratégie en chef	SNSP
	D. Munuve – Spécialiste principal des investissements dans les énergies renouvelables	SEFA
	J. Nyamukapata – Responsable financier	RDGW
	H. Yussef – Environnement et secteur social	RDGS4
	P. Rammidi – spécialiste en passation des marchés	RDGS0

# FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT



## REPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE

## ENERGIE POUR TOUS (MEFA)

**DEPARTEMENTS RDGS/PESD**

**Septembre 2021**

*Document traduit*

## TABLE DES MATIÈRES

EQUIVALENCES MONÉTAIRES.....	i
EXERCICE BUDGÉTAIRE DE LA BANQUE .....	i
POIDS ET MESURES .....	i
ACRONYMES .....	ii
INFORMATIONS SUR LE DON .....	iii
INFORMATIONS SUR LE CLIENT .....	iii
CALENDRIER – PRINCIPAUX JALONS (attendus) .....	iv
RESUME DU PROGRAMME .....	v
I. ORIENTATION STRATÉGIQUE ET JUSTIFICATION.....	1
1.1. Liens entre le programme et la stratégie et les objectifs pays .....	1
II. DESCRIPTION DU PROGRAMME .....	5
2.1 Objectifs de développement du programme et description .....	5
2.2 Composantes du programme.....	6
2.3. Solution technique retenue et autres solutions étudiées.....	9
2.4. Type de programme.....	10
2.5. Coût du programme et modalités de financement .....	10
2.6. Zone et population cibles du programme.....	12
2.7. Processus participatif pour l’identification, la conception et la mise en œuvre du programme .....	12
2.8. Expérience du Groupe de la Banque et leçons prises en compte dans la conception du programme .....	12
2.9. Indicateurs clés de performance .....	13
III. FAISABILITE DU PROGRAMME.....	13
3.1. Performance économique et sociale .....	13
3.2. Impacts environnementaux et sociaux .....	14
3.3 Changement climatique .....	15
3.5 Impacts sociaux .....	16
3.6 Réinstallation involontaire .....	16
IV. MISE EN ŒUVRE.....	17
4.1. Dispositions institutionnelles et de mise en œuvre.....	17
Dispositions relatives à la passation des marchés .....	17
Gestion financière et modalités de décaissement et d’audit .....	19
4.2. Gouvernance .....	21
4.3. Suivi.....	21
4.4. Durabilité .....	21
4.5. Gestion des risques .....	22
V. INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ LÉGALE.....	23
5.1. Instrument juridique.....	23
5.2. Conditions liées à l’intervention de la Banque.....	23
VI. RECOMMANDATION .....	25

Annexe I : Indicateurs économiques comparatifs du pays

Annexe II : Tableau du portefeuille de la BAD dans le pays

Annexe III : Sommaire de l’Evaluation du FAR

Annexe IV : Indicateurs liés au décaissement (DLI) – Protocole de vérification

Annexe V : Justification du financement de l’ensemble des coûts du projet y compris la TVA

Annexe VI : Plan d’action pour l’égalité Hommes-Femmes

Annexe VII : Carte du Mozambique

Annexe VIII : Note de conformité environnementale et Sociale (NOCES)

## **EQUIVALENCES MONÉTAIRES**

(Avril 2021)

1 UC = 1,41 USD

1 UC = 95,57 MZN

1USD = 60,44 MZN

## **EXERCICE BUDGÉTAIRE DE LA BANQUE**

1<sup>er</sup> janvier – 31 décembre

## **Exercice budgétaire du bénéficiaire (Mozambique)**

1<sup>er</sup> janvier – 31 décembre

## **POIDS ET MESURES**

1 tonne métrique	=	2 204 livres
1 kilogramme (kg)	=	2,200 livres
1 mètre (m)	=	3,28 pieds
1 millimètre (mm)	=	0,03937 pouces
1 kilomètre (km)	=	0,62 mille
1 hectare (ha)	=	2,471 acres

## ACRONYMES

<b>FAD</b>	Fonds africain de développement
<b>BAD</b>	Groupe de la Banque africaine de développement
<b>EIRR</b>	Taux de rentabilité économique interne
<b>IPC</b>	Indice de perception de la corruption
<b>EPIP</b>	Évaluation des politiques et institutions pays
<b>DSP</b>	Document de stratégie pays
<b>CTA</b>	Confédération des associations économiques du Mozambique
<b>DFID</b>	Ministère du développement international
<b>FNVP</b>	Valeur actuelle nette
<b>DPCG</b>	Groupe de coordination des partenaires de développement
<b>PGES</b>	Plan de gestion environnementale et sociale
<b>EDM</b>	Compagnie d'électricité du Mozambique
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FRA</b>	Évaluation du risque fiduciaire
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>FVC</b>	Fonds vert pour le climat
<b>ENVP</b>	Valeur économique actuelle nette
<b>TIC</b>	Technologie de l'information et de la communication
<b>FIDA</b>	Fonds international pour le développement de l'agriculture
<b>INGD</b>	Institut national de gestion des catastrophes
<b>JICA</b>	Agence japonaise de coopération internationale
<b>KfW</b>	Banque allemande de crédit pour la reconstruction
<b>MEFA</b>	Programme Énergie pour tous du Mozambique
<b>MASA</b>	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire
<b>SIG</b>	Système d'information de gestion
<b>MITADER</b>	Ministères des Affaires foncières et du Développement rural
<b>NAPA</b>	Plan national d'adaptation
<b>NCCAMS</b>	Stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation
<b>NCP</b>	Note conceptuelle de projet
<b>RAP</b>	Rapport d'achèvement de projet
<b>CEP</b>	Cellule d'exécution de projet
<b>PMP</b>	Méthodes et procédures de passation des marchés de la Banque
<b>PNISA</b>	Stratégie de développement pour le secteur agricole
<b>PPCR</b>	Programme pilote pour la résilience climatique
<b>SEFA</b>	Fonds pour les énergies durables en Afrique
<b>USAID</b>	Agence américaine de développement international
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>VRE</b>	Énergie renouvelable variable

## INFORMATIONS SUR LE DON

## INFORMATIONS SUR LE CLIENT

**BÉNÉFICIAIRE :** République du Mozambique  
**ORGANE D'EXÉCUTION :** EDM (Electricidade de Mocambique)

### Plan de financement

Source	Montant (en millions d'UC)	Instrument
FAD	25,9	Don
KfW	14,8	Don
Ambassade de Suède	12,1	Don
SEFA	1,3	Don
EDM	2,7	
<b>COÛT TOTAL</b>	<b>56,8</b>	

### Principales informations financières

	FAD	
Devise du don	UC – 25,9 millions	
Type d'intérêts*	SO	
Écart entre les taux d'intérêt*	SO	
Commission d'engagement*	SO	
Autres commissions*	SO	
Échéance	SO	
Commission de service	SO	
Différé d'amortissement	SO	
	<b>Résultat (investissement)</b>	<b>Résultat (composante FAR)</b>
VANF au taux d'actualisation réel de 6 %	285 millions d'USD	1,6 million d'USD
TRFI en termes réels	38 %	7,2 %
VANE au taux d'actualisation réel de 12 %	141 millions d'USD	6 millions d'USD
TRE en termes réels	39 %	19 %

### Calendrier – Principaux jalons (attendus)

Approbation de la note conceptuelle	Décembre 2020
Approbation du projet	Septembre 2021
Entrée en vigueur	Décembre 2021
Achèvement	Décembre 2025
Dernier décaissement	Mars 2026

## CALENDRIER – PRINCIPAUX JALONS (ATTENDUS)

N°	Description	Année		2020				2021				2022				2023				2024				2025			
		Trimestre		1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
1	Approbation de la note conceptuelle																										
2	Évaluation du projet																										
3	Approbation du Conseil d'administration du FAD																										
4	Signature de l'accord de don du FAD																										
5	Entrée en vigueur de l'accord de don																										
6	Procédure d'appel d'offres (clôture)																										
7	Évaluation des soumissions																										
8	Attribution de marchés																										
9	Finalisation des conceptions techniques																										
10	Premier décaissement effectif																										
11	Éléments nécessitant un long délai de livraison																										
12	Démarrage de la construction																										
13	Achèvement de la construction																										
15	Date de clôture																										
16	Rapport d'achèvement de projet																										

## RESUME DU PROGRAMME

**Aperçu du programme :** Le programme MEFA comprend trois composantes ciblant les défis fondamentaux qui se présentent sur le front du développement au Mozambique. La première composante concerne la construction et la mise en service du Centre national de contrôle, qui jouera un rôle crucial pour l'essor des exportations d'électricité. EDM (Electricidade de Moçambique), la compagnie nationale d'électricité, vise à tripler son taux de croissance en exploitant davantage de sources d'énergies renouvelables variables, par exemple l'énergie solaire et l'énergie éolienne, et en favorisant l'afflux d'investissements dans le pays à travers l'offre d'électricité de meilleure qualité. La deuxième composante contribuera à la réalisation de près de 49 000 nouveaux branchements à l'appui du Plan Énergie pour tous du gouvernement du Mozambique. La troisième composante fournit un appui opérationnel aux deux autres composantes, en soutenant l'adhésion du Mozambique à l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ATI) et en améliorant la viabilité financière de l'EDM. Les objectifs du programme sont : i) accroître la stabilité du système électrique du Mozambique ; ii) favoriser l'essor des ventes d'électricité au Pool énergétique d'Afrique australe (SAPP) ; iii) améliorer l'accès à l'électricité ; et iv) contribuer à améliorer la viabilité financière d'EDM. Le programme sera cofinancé par les gouvernements d'Allemagne et de Suède.

**Évaluation des besoins :** Pays fragile, le Mozambique fait face à d'importants défis sur le front du développement qui touchent à la nécessité de monétiser ses vastes ressources énergétiques à travers les exportations et l'augmentation de l'utilisation de l'électricité à des fins productives dans le pays, à la nécessité d'améliorer l'un des taux d'accès à l'électricité les plus faibles en Afrique subsaharienne et à la nécessité d'attirer l'investissement direct étranger dans la production d'électricité. Le programme MEFA cadre parfaitement avec le Document de stratégie pays (DSP) pour le Mozambique, qui comprend deux piliers, soit i) le développement des infrastructures pour une croissance inclusive généralisée : corridors d'énergie et de développement intégrés ; le nouveau *Programa Nacional de Energia para Todos* (Programme national Électricité pour tous) du gouvernement du Mozambique, un ambitieux plan pour élargir l'accès à l'électricité à tous les Mozambicains à l'horizon 2030 ; la composante CNC est en phase avec les deux piliers du Document de stratégie pour l'intégration régionale en Afrique australe 2020-2025 qui se renforcent mutuellement, soit i) Connectivité des infrastructures ; et ii) Intégration des marchés et industrialisation. Finalement, le programme MEFA cadre étroitement avec la politique énergétique et les priorités des High 5 Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ; Industrialiser l'Afrique ; Intégrer l'Afrique et Améliorer la qualité de vie des populations africaines, et avec la Stratégie de la Banque *Remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique*.

**Valeur ajoutée de la Banque :** La présente opération est un élément essentiel de la stratégie de la Banque visant à aider le Mozambique à traduire ses sources d'énergie en résultats au plan du développement, dans la mesure où elle complète les interventions visant la mise en valeur des ressources en gaz naturel et renforce la capacité de transmission de l'électricité du pays. La Banque a affecté 25,9 millions d'UC de ses ressources propres et mobilisé des ressources additionnelles en cofinancement du fonds SEFA (1,3 million d'UC, soit 1,9 million de dollars EU), de KfW (14,8 millions d'UC, soit 18 millions d'euros) et du gouvernement suédois (12,1 millions d'UC, soit 150 millions de couronnes suédoises), à l'appui du programme MEFA. Toutes les trois composantes du programme représentent une innovation au plan technologique ou au plan de la méthodologie de prestation de services au Mozambique et constituent ainsi des éléments fondamentaux du programme de développement du pays. À l'achèvement du programme, le pays disposera de son propre centre national de contrôle et deviendra un territoire d'approvisionnement du SAPP, ce qui entraînera un accroissement des



exportations vers les pays voisins. Le pays aura en outre mené à terme la première intervention en Afrique subsaharienne à l'aide de l'instrument de financement axé sur les résultats (FAR) de la Banque. Il deviendra également membre de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ATI), ce qui ouvrira des perspectives nouvelles pour attirer des capitaux privés dans les infrastructures de production d'électricité comme la centrale solaire photovoltaïque mobile pour laquelle les études détaillées seront financées par la Banque. Le programme aura un impact financier largement positif sur la compagnie d'électricité. Les avantages directs découlant du programme sont l'essor des exportations d'électricité, à des prix unitaires peut-être plus élevés sur le marché du jour d'avant du SAPP, l'élaboration d'un plan de développement pour la commercialisation des actifs de fibres optiques de la compagnie d'électricité et une étude de faisabilité complète avec un plan de développement pour l'aménagement d'une centrale solaire photovoltaïque mobile de 38 MW<sup>1</sup>. Les impacts sociaux seront également importants, dans la mesure où 264 600<sup>2</sup> Mozambicains seront raccordés au réseau électrique dans les régions du pays touchées par la pauvreté et la fragilité et qui peinent ces derniers temps à soutenir l'afflux de personnes déplacées à l'intérieur et de réfugiés provenant des régions septentrionales en proie à l'instabilité. L'appui à l'amélioration de la situation financière de la compagnie d'électricité renforcera son aptitude à soutenir l'élargissement de l'accès et les améliorations connexes au plan de la qualité technique de l'alimentation en électricité, ce qui aidera le Mozambique à attirer l'investissement direct étranger et à renforcer le flux d'investissements dans les secteurs productifs et entraînera la création d'un plus grand nombre d'emplois et d'emplois de meilleure qualité pour les générations à venir.

**Gestion des connaissances : Les leçons découlant des projets antérieurs de la Banque au Mozambique et du financement axé sur les résultats ont été synthétisées et prises en compte dans la conception du programme MEFA. S'agissant des deux grandes composantes du programme, soit l'aménagement du Centre national de contrôle et l'accès à l'électricité, la conception a été simplifiée pour faciliter leur mise en œuvre et leur supervision à la fois par la Banque et par la compagnie d'électricité (EDM). Le programme sera évalué à mi-parcours, et la Banque et EDM prépareront conjointement un rapport d'achèvement.**

---

<sup>1</sup> Estimation provisoire

<sup>2</sup> Selon l'Institut national de la statistique de Mozambique, un ménage compte en moyenne 5,4 personnes (5,4 x 49 000).

CADRE DES RÉSULTATS							
A		Renseignements sur le projet					
Désignation et code SAP du projet : Mozambique – Programme Énergie pour tous - P-MZ-FA0-021				Pays/Région : République du Mozambique (AFRIQUE AUSTRALE)			
Objectif de développement du projet : Renforcer les exportations d'électricité du Mozambique, améliorer la qualité de l'électricité au niveau national et régional et augmenter le nombre de raccordements							
Alignement du projet :		a. <b>Stratégie pays/région</b> : DSP pour le Mozambique 2018-2022					
		b. <b>Priorité de la Banque/stratégie sectorielle</b> : Priorité Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie des High 5					
		c. <b>Indicateurs d'alignement</b> :					
		(1) Contribuer à l'augmentation de l'accès à 64 % d'ici 2025. (2) Contribuer à l'indice de fréquence moyenne des interruptions de service (IFMIS) pour le porter à 25,14 d'ici 2025. (3) Appuyer le plan de prise en compte du genre d'EDM en augmentant le nombre d'employés de sexe féminin à 31 % à l'horizon 2025 ; augmenter le nombre d'entreprises appartenant à des femmes auxquelles sont attribués des marchés d'EDM et former le personnel d'EDM sur la problématique du genre.					
B		Matrice de résultats					
CHAÎNE DE RÉSULTATS ET DESCRIPTION DES INDICATEURS		INDICATEUR CMR	UNITÉ DE MESURE	RÉFÉRENCE (2021)	CIBLE À L'CHÈVEMENT (2025)	MOYENS DE VÉRIFICATION	Fréquence des rapports
<b>RÉSULTAT 1 : Commerce de l'électricité entre le Mozambique et les pays voisins renforcé</b>							
INDICATEUR DE RÉSULTAT 1.1. Exportations d'électricité d'EDM		□	MWh	1,679,572	5,483,746	Rapports annuels - EDM et SAPP	Annuellement
<b>RÉSULTAT 2 : Accès à l'électricité accru</b>							
INDICATEUR DE RÉSULTAT 2.1 Contribuer au taux d'accès à l'électricité		□	Pourcentage	38 %	64 % <sup>3</sup> (2,5 % <sup>4</sup> )	MIREME, EDM	Annuellement
<b>RÉSULTAT 3 : Renforcement des capacités, prise en compte du genre, assistance technique et études</b>							
INDICATEUR DE RÉSULTAT 3.1 IPP d'énergies renouvelables ayant conclu une entente financière avec EDM		□	MW	0	40 MW	MIREME, EDM	Annuellement
<b>PRODUIT 1 : Système CNC</b>							

<sup>3</sup> Chiffres généraux du programme public Energia para Todos.

<sup>4</sup> Contribution de la BAD au plan national.

Indicateur de produit 1.1 CNC construit (sous-stations connectées au nouveau CNC).	<input type="checkbox"/>	Nombre	0	150	Supervision, missions de la Banque	Annuellement			
INDICATEUR DE PRODUIT 1.2 : Bâtiments du Système SCADA érigés ou réhabilités.	<input type="checkbox"/>	Nombre	0	2	Technicien de la supervision	Annuellement			
<b>Produit 2 : Accès accru à l'électricité (CBR)</b>									
INDICATEUR DE PRODUIT 2.1 : Nombre de raccordements réalisés	<input type="checkbox"/>	Nombre	0	44 060	Missions de la Banque, documents internes obtenus d'EDM et rapports du chargé de la vérification	Annuellement			
INDICATEUR DE PRODUIT 2.2: Ménages dirigés par des femmes électrifiés	<input type="checkbox"/>	Nombre	À déterminer <sup>5</sup>	4 895	Missions de la Banque, documents internes obtenus d'EDM et rapports du chargé de la vérification	Annuellement			
<b>Produit 3 : Renforcement des capacités, prise en compte du genre, assistance technique et études</b>									
INDICATEUR DE PRODUIT 3.1: Membres du personnel formés (y compris les femmes)	<input type="checkbox"/>	Nombre	0	3 498 (629)	Missions de la Banque et documents internes transmis par EDM	Annuellement			
INDICATEUR DE PRODUIT 3.2 Commercialisation et plan de développement pour le développement de l'unité de la fibre optique d'EDM	<input type="checkbox"/>	Nombre	0	1	MIREME, EDM	Annuellement			
INDICATEUR DE PRODUIT 3.3 Étude de faisabilité concernant la centrale solaire mobile effectuée	<input type="checkbox"/>	Nombre	0	1	MIREME, EDM	Annuellement			
INDICATEUR DE PRODUIT 3.4 Formation de l'opérateur du marché et appui à EDM (production de base d'énergies vertes)	<input checked="" type="checkbox"/>		0	1	MIREME, EDM	Annuellement			
INDICATEUR DE PRODUIT 3.5 Adhésion à l'ATI réalisée	<input type="checkbox"/>		Non	Oui	MIREME, Ministère des Finances, EDM	Annuellement			
INDICATEUR DE PRODUIT 3.6 Étude sur l'efficacité énergétique effectuée	<input type="checkbox"/>	Nombre	0	1	EDM	Annuellement			
<b>ACTIVITÉS</b>			<b>INTRANTS</b>						
1. Centre national de contrôle 2. Composante Accès à l'énergie 3. Assistance technique, prise en compte du genre, études, dépenses			<b>Sources de financement</b>						
			<b>Institution</b>	<b>Montant</b>	<b>Monnaie</b>	<b>Coûts en devises</b>	<b>Coûts en monnai</b>	<b>Coût total UC</b>	<b>Pourcentage</b>

<sup>5</sup> L'agent de vérification indépendant démarrera son travail en fixant un indicateur de référence.

			UC	e nationa le UC			
BAD - FAD	25,9	MUA	12,2	13,7	25,9	46 %	
SEFA	1,9	MUSD	1,3	0	1,3	2 %	
KfW	18,0	MEUR	13,8	1	14,8	26 %	
Ambassade de Suède	150,0	MESEK	12,1	0	12,1	21 %	
EDM	3,9	MUSD	0	2,7	2,7	5 %	
<b>Total</b>			<b>39,4</b>	<b>14,7</b>	<b>56,8</b>	<b>100 %</b>	

# **RAPPORT ET RECOMMANDATION DE LA DIRECTION DU GROUPE DE LA BAD AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UN PROJET DE DON EN FAVEUR DU MOZAMBIQUE POUR LE FINANCEMENT DU PROGRAMME ÉNERGIE POUR TOUS (MEFA)**

La Direction soumet le rapport et la recommandation ci-après concernant un projet de don FAD de 25,9 millions d'UC comprenant : i) un don FAD de 12,2 millions d'UC pour le financement de la composante Prêt à l'investissement ; et ii) un don FAD de 13,7 millions d'UC pour le financement de la composante faisant appel à l'instrument de financement axé sur les résultats.

## **I ORIENTATION STRATÉGIQUE ET JUSTIFICATION**

Le programme MEFA combine deux instruments, soit le prêt à l'investissement et le financement axé sur les résultats (FAR), qui repose sur deux modèles distincts.

Le recours à deux instruments s'explique par le souci de maximiser l'impact sur le développement et de réduire les coûts de transaction pour le gouvernement, étant donné que ces deux instruments seront mis en œuvre par le même organisme. La quantification des avantages en termes monétaires de ce choix est difficile, mais l'utilisation d'organes d'exécution séparés nécessiterait, selon les estimations, l'affectation ou le recrutement de 30 à 40 % d'employés supplémentaires. Une entreprise complexe comme la construction et la mise en service d'un nouveau centre national de contrôle nécessite l'utilisation de l'instrument de prêt à l'investissement de la Banque. Le recours au FAR pour le financement de l'électrification des zones périurbaines comporte quant à lui des avantages substantiels au plan du suivi (coût et efficacité), étant donné que les nouveaux branchements sont pris en charge dans le système des compteurs à prépaiement de la compagnie d'électricité. Le suivi de la qualité technique des installations et la vérification du nombre de branchements découlant du financement octroyé par la Banque sont assurés par un agent de vérification indépendant, ce qui incite la compagnie d'électricité à optimiser les ressources et à réduire fortement les possibilités d'affecter les ressources de financement à d'autres buts.

### **1.1. Liens entre le programme et la stratégie et les objectifs pays**

1.1.1 Le Mozambique est un pays à faible revenu en transition avec un produit intérieur brut de 417 dollars EU par habitant et avec une population d'environ 30 millions d'habitants. Il est situé au sud-est de l'Afrique australe et possède des frontières communes avec six pays, dont quatre sont des pays enclavés, et est baigné par l'Océan indien à l'est. Il dispose de terres arables, de ressources en eau, de ressources minérales et de réserves de gaz naturel au large découvertes récemment et de trois ports en eau profonde. La population mozambicaine est jeune, et le pays regorge de ressources énergétiques, à la fois de sources renouvelables et d'origine fossile. Le secteur énergétique au Mozambique a enregistré des progrès considérables au cours de la dernière décennie. Le pays est un exportateur net d'électricité, surtout à cause d'arrangements contractuels<sup>6</sup> à long terme, même si le taux d'accès à l'électricité au niveau national est faible à cause de l'insuffisance de la capacité de transmission pour porter l'électricité aux centres de la demande. La demande maximale intérieure a augmenté, passant d'environ 320 MW en 2006 à 1 179 MW en 2020. Le bouquet énergétique actuel comprend l'hydroélectricité (78 %), le gaz (16 %), le fuel (5 %) et une combinaison d'énergies de source solaire, éolienne et issues de la biomasse et du charbon (1 %). Un rapport récent<sup>7</sup> indique que le Mozambique a un potentiel solaire évalué à 23 000 GW, suivi par l'hydroélectricité (19 GW),

<sup>6</sup> 1 330 MW des 2 075 MW d'Hydroelectrica de Cahora Bassa ont été engagés en faveur d'Eskom (Afrique du Sud) dans le cadre d'un CAE à long terme conclu par l'administration coloniale avant l'indépendance, et qui prend fin en 2029.

<sup>7</sup> <https://www.get-invest.eu/market-information/mozambique/renewable-energy-potential/>

l'énergie de source éolienne (5 GW), la biomasse (2 GW) et l'énergie géothermique (0,1 GW). Des projets prioritaires d'environ 7,5 GW concernant ces ressources ont été identifiés aux fins de mise en valeur éventuelle, répartis en 5,6 GW d'hydroélectricité, 1,1 GW d'énergie éolienne, 0,6 GW d'énergie solaire, 0,13 GW d'énergie provenant de la biomasse et 20 MW d'énergie de source géothermique.

1.1.2 En dépit du potentiel énergétique du Mozambique, le taux d'accès à l'électricité se situe à 38 %. Dans les zones rurales et dans le nord du pays, il est même inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, qui est de 28 %<sup>8</sup>, en dépit des améliorations importantes enregistrées au cours des dernières années. La fourniture de services d'électricité montre des disparités entre les zones urbaines et les zones rurales. En effet, 54 % de la population urbaine a accès à l'électricité, contre seulement 6 % de la population rurale. En zone rurale, une majorité écrasante utilise le pétrole et les bougies pour s'éclairer. À la fois la compagnie d'électricité, *Electricidade de Moçambique E.P.* (EDM) et le fonds énergétique (*O Fundo de Energia*, FUNAE), qui a pour mission de développer les solutions hors réseau, se heurtent à des difficultés financières tenant principalement à l'application de tarifs qui ne reflètent pas les coûts ou à des structures de tarification inefficaces concernant les branchements, à des programmes d'investissement non financés et à des pertes d'énergie élevées<sup>9</sup>. L'évaluation de la fragilité au Mozambique, actualisée au cours de la revue à mi-parcours de 2020, montre que l'inégalité géographique au plan de la prestation de services, y compris l'accès à l'énergie, est un des facteurs de vulnérabilité dans le pays que la présente opération vise à éliminer en ciblant l'amélioration de l'accès à l'électricité dans deux des provinces les moins desservies du pays.

1.1.3 Les questions de viabilité financière dans le secteur ont été aggravées par la pandémie de la Covid-19, qui a provoqué une baisse marquée de la demande d'électricité. La situation a été compliquée par un décret du gouvernement imposant une réduction de 50 % des tarifs et le report pour six mois du paiement de la portion fixe des tarifs (entre juin et décembre 2020). Ainsi, EDM accuse actuellement des pertes qui avoisinent 30 millions de dollars par mois. La Banque a financé une opération d'appui aux réformes pour le Mozambique à travers laquelle EDM a reçu un montant de 20 millions de dollars EU pour régler certains de ses problèmes de trésorerie.

1.1.4 Le plan national quinquennal du Mozambique (2020–2024) privilégie le développement agricole et industriel comme base de développement socioéconomique du pays. Ce plan s'appuie sur cinq piliers stratégiques pour accélérer la croissance économique et le développement social. Il cible également le développement des infrastructures, qui sont indispensables pour soutenir les secteurs productifs de l'économie, promouvoir la diversification économique et améliorer l'accès aux marchés. L'amélioration de l'accès aux services d'électricité est un objectif fondamental du gouvernement du Mozambique, qui a lancé ces derniers temps le *Programa Nacional de Energia para Todos* (Programme national Électricité pour tous), un plan ambitieux qui vise à ouvrir l'accès à l'électricité à tous les Mozambicains à l'horizon 2030. Pour réaliser l'accès universel à cette date, le pays a besoin de 540 millions de dollars EU annuellement, soit un investissement estimatif de 6,5 milliards de dollars pour le programme en entier. Il est nécessaire de porter le nombre de branchements électriques de 165 000 par an à 350 000 à partir de 2020, et à 590 000 en moyenne entre 2025 et 2030, pour atteindre l'objectif visé dans le délai prévu. Le nombre effectif de branchements est de 200 000 par an. L'on s'attend à ce que 70 % de la population soient branchés au réseau électrique et que 30 % soient desservis par des solutions hors réseau. Multiplier par quatre le nombre de consommateurs pour le porter de 2 millions environ en 2019 à 8 millions environ à l'horizon 2030 est une véritable gageure,

---

<sup>8</sup> Source : Site web de la Banque mondiale.

<sup>9</sup> En 2019, les pertes totales du système étaient estimées à 30 % (pertes techniques 6 % et pertes non techniques 24 %), ce qui est légèrement supérieur à la moyenne pondérée de 23 % pour l'Afrique, Afrique du Sud non comprise.

non seulement du point de vue des modes de distribution et des pratiques commerciales, mais également de la transmission et de la production d'électricité.

1.1.5 Le Mozambique a lancé et met en œuvre des réformes stratégiques importantes dans le secteur énergétique. ARENE<sup>10</sup>, un organisme indépendant de réglementation, a été créé en 2017, et une nouvelle politique énergétique devrait être adoptée en fin 2021. Le système mozambicain de transmission de l'électricité, réparti en deux sous-systèmes, reste faible. La Banque et d'autres partenaires continuent d'investir dans les lignes de transmission, et le bouclage commercial récent du projet de centrale électrique au gaz de Temane et de la ligne de transmission connexe<sup>11</sup> représente un pas vers la mise en place d'un système national de transmission intégré. Dans le système de transmission Centre-Nord, il est impérieux de renforcer et de mettre à niveau la ligne Caia-Nacala. Il n'existe pas de branchement interne au système de transmission du sud, où se trouve le gros de la demande. Le réseau de transmission n'est ni résilient ni suffisamment réparti sur le territoire national pour accroître les réseaux basse tension et ainsi améliorer l'accès. Le manque d'interconnectivité au niveau national entrave la transmission de manière efficace de la capacité installée pour répondre à la demande croissante d'électricité au nord du pays. La qualité technique du service d'EDM pose problème, la compagnie étant incapable de contrôler minute par minute la tension et la fréquence, ce qui entraîne des problèmes graves en particulier pour les grands consommateurs qui utilisent des équipements modernes sophistiqués. Cette carence au plan du contrôle a également pour effet que le système électrique doit être exploité avec des marges de réserve de capacité plus grandes que cela serait autrement nécessaire, ce qui réduit ainsi les quantités d'électricité disponibles pour les abonnés et les recettes.

1.1.6 Les déficits énergétiques dans les régions, les centrales électriques vieillissantes, les liaisons manquantes au plan de la connectivité électrique régionale et les dorsales de transmission sous-développées, ont été systématiquement identifiés comme représentant des défis infrastructurels majeurs en Afrique australe. La région est en butte à des pénuries d'électricité, ce qui a des incidences graves sur la croissance économique et le développement social. Au cours de la dernière décennie, le Botswana, la Namibie, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe, ont dû procéder à des délestages. Toutefois, dans certains cas, cette situation est survenue à des moments où d'autres pays enregistraient des excédents d'électricité, les possibilités de vendre ces excédents pour combler le déficit étant freinées par la faible capacité de transmission. Le Mozambique a été pendant un moment actif dans le commerce de l'électricité dans le cadre d'arrangements bilatéraux existants, mais l'absence d'un centre national de contrôle nuit à l'expansion du commerce de l'électricité avec d'autres pays membres régionaux. Le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) et le Plan de développement stratégique indicatif régional révisé (RISDP) de la SADC pour 2015-2020 identifient un certain nombre de projets de production et de transmission d'électricité au Mozambique, notamment le projet d'interconnexion électrique Mozambique-Malawi, le projet d'interconnexion Mozambique-Zambie, le projet d'interconnexion Mozambique-Tanzanie et le projet d'interconnexion Mozambique-Zimbabwe-Afrique du Sud. Le plan du Pool énergétique d'Afrique australe (SAPP) identifie également la ligne STE (corridor central de transmission au Mozambique), la ligne Mpanda-Nkuwa (1 500 MW) et la ligne Cahora Bassa-North Bank (1 245 MW) comme des projets régionaux clés.

---

<sup>10</sup> *Autoridade Reguladora de Energia*

<sup>11</sup> La ligne de transmission est financée en partie par la BAD au titre des opérations régionales.

## 1.2 Justification de l'engagement de la Banque

1.2.1 L'expansion et le renforcement du système électrique du Mozambique à travers la construction du Centre national de contrôle (CNC) facilitera le commerce de l'électricité et favorisera l'amélioration de l'accès à l'électricité et l'optimisation de l'utilisation des ressources pour la production d'électricité. La composante CNC cadre avec les deux piliers complémentaires autour desquels s'articule le Document de stratégie d'intégration régionale pour l'Afrique australe de la Banque pour 2020-2025, soit i) Connectivité des infrastructures ; et ii) Intégration des marchés et industrialisation. Le Pilier 1 vise à renforcer la connectivité régionale à travers le développement d'infrastructures stratégiques, et le Pilier 2 privilégie le renforcement de la connectivité régionale à travers le renforcement du commerce régional. La composante CNC aura évidemment d'énormes effets positifs au Mozambique-même. Elle favorisera l'industrialisation et la création d'emplois, étant donné que l'exploitation séparée des réseaux d'alimentation dans les régions méridionale et septentrionale présente de plus en plus des problèmes pour la compagnie d'électricité. L'absence d'un CNC a pour effet que le contrôle de la tension et de la fréquence d'alimentation ne peut être assuré que manuellement, ce qui occasionne des surtensions et des sous-tensions et la récurrence de problèmes de fréquence pour les abonnés commerciaux et privés. L'électricité d'origine éolienne et les centrales solaires photovoltaïques comptent parmi les nouvelles sources d'énergie les moins onéreuses pour la région, mais l'intégration des énergies renouvelables variables (VRE) pose problème pour les compagnies d'électricité africaines, étant donné que ces énergies nécessitent, au fur et à mesure de leur croissance dans le bouquet énergétique, un niveau de contrôle plus élevé du système d'alimentation. EDM sera en mesure d'intégrer, grâce au programme, des proportions plus grandes de VRE dans son système, rendant ainsi l'électricité moins chère au niveau national et régional. L'effet du NCC sur la stabilité de la tension et de la fréquence amènera les pays voisins à déployer une plus grande proportion de VRE.

1.2.2 Le programme MEFA cadre parfaitement avec le Document de stratégie pays (DSP) pour le Mozambique, qui s'articule autour de deux piliers, soit i) Développement des infrastructures pour une croissance inclusive généralisée : Énergie et corridors de développement intégrés, qui vise à créer et à promouvoir un environnement des affaires plus compétitif pour encourager et dynamiser le secteur privé à travers des investissements dans les infrastructures de l'énergie et des transports dans le pays, qui permettent de relier les zones rurales aux corridors de développement et améliorent ainsi l'accès aux marchés locaux et régionaux ; et ii) Appui à la transformation agricole et au développement de chaînes de valeur, qui vise à contribuer à la transformation de l'agriculture et à renforcer les chaînes de valeur agricoles. L'essor des exportations d'électricité renforcera l'économie du pays, et l'amélioration de l'accès à l'électricité stimulera la production agricole et les activités agroindustrielles. Finalement, la disponibilité et la stabilité accrues de l'alimentation en électricité favoriseront la création d'emplois additionnels pour les jeunes, les femmes et la population en général, à la faveur de l'afflux d'investissements directs étrangers. Dans le cadre de son investissement d'avant-garde dans le mégaprojet GNL de la zone 1, la Banque s'est engagée à investir davantage dans les chaînes de valeur énergétiques au Mozambique, pour s'assurer que les sources d'énergie sont exploitées au bénéfice du plus grand nombre.

1.2.3 Le programme MEFA vient s'ajouter au programme plus large du gouvernement du Mozambique (*Energia para Todos*) visant à améliorer l'accès à l'électricité, qui est financé par d'autres partenaires de développement comme la Banque mondiale, la Norvège, la Suède et d'autres. L'appui de la Banque viendra ainsi soutenir les efforts d'autres partenaires pour combler les besoins de financement du Mozambique liés à la réalisation de l'accès universel, qui est l'objectif du Nouveau pacte pour l'énergie en Afrique de la Banque. Le programme MEFA cadre ainsi étroitement avec la politique énergétique de la Banque et les priorités Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie, Nourrir



l’Afrique, Industrialiser l’Afrique, Intégrer l’Afrique et Améliorer la qualité de vie des populations africaines, des High 5.

1.2.4 L’appui de la Banque à la conduite d’études de faisabilité concernant la centrale électrique solaire photovoltaïque mobile s’ajoute aux initiatives de la Banque concourant au développement d’un programme panafricain pour la réhabilitation des grandes centrales hydroélectriques comportant des installations d’énergie solaire photovoltaïque mobiles. Le projet de centrale électrique solaire photovoltaïque mobile au Mozambique démontre donc l’à-propos de l’approche de la Banque. Le Nouveau pacte pour l’énergie en Afrique reconnaît que la viabilité des compagnies d’électricité est déterminante pour la croissance et la durabilité de l’accès à l’énergie. La Banque aidera en outre EDM à créer et à opérationnaliser une filiale qui prendra en charge et développera l’activité liée à la fibre optique, ce qui est susceptible de créer une source de revenus secondaire importante qui contribuera à renforcer la situation financière de la société.

### **1.3 Coordination des interventions des partenaires de développement**

1.3.1 Les activités des partenaires de développement en Afrique australe sont coordonnées à travers le groupe thématique sur l’énergie (ETG), qui se réunit semestriellement et qui est hébergé par la Communauté de développement de l’Afrique australe. La Banque copréside actuellement l’ETG. Cette plate-forme est utilisée pour partager l’information, relever les insuffisances dans l’appui au secteur de l’énergie au niveau régional et coordonner les interventions pour éviter des doublons. Au Mozambique, la Banque siège au groupe de travail sur le secteur de l’énergie (ESWG), qui coordonne tous les programmes appuyés par les donateurs. Les partenaires de développement ont élaboré, en collaboration avec le gouvernement du Mozambique, un programme d’accès à l’électricité pour 2020 – 2030 avec un investissement global envisagé équivalant à 5,5 milliards d’UC. La première phase du programme – Proenergia 1 – est financée par la Banque mondiale, la Suède, la Norvège et l’UE, avec un budget de 238 millions de dollars EU. Le programme MEFA proposé de la BAD bénéficie de l’appui global de l’ESWG et est cofinancé, comme il est indiqué ci-dessous, par la Suède et l’Allemagne.

## **II DESCRIPTION DU PROGRAMME**

### **2.1 Objectifs de développement du programme et description**

2.1.1 L’objectif de développement primordial du programme est de renforcer les exportations d’électricité du Mozambique, d’améliorer la qualité de l’électricité au plan national et régional et d’augmenter le nombre de branchements.

2.1.2 Au niveau sectoriel, les objectifs de développement du programme sont : i) accroître la stabilité du système électrique mozambicain ; ii) favoriser une forte expansion des ventes d’électricité à travers le SAPP ; iii) améliorer l’accès à l’électricité ; et iv) contribuer à l’amélioration de la viabilité financière d’EDM.

## 2.2 Composantes du programme

2.2.1 Les trois composantes du programme sont résumées ci-dessous.

	Composante	Coût estimatif (millions d'UC)	Description
1	Centre national de contrôle	31,2	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Supervision et acquisition de données/Systèmes de gestion de l'énergie (SCADA/EMS) – systèmes avec redondance</li> <li>▪ Unités de télégestion (RTU) et travaux d'adaptation, réutilisation des actifs existants autant que possible</li> <li>▪ Télécommunications par fibre optique et solutions sans fil</li> <li>▪ Bâtiments destinés à héberger les systèmes physiquement séparés</li> <li>▪ Formation</li> <li>▪ 5 années d'assistance technique et de mise à niveau</li> </ul>
2	Programme d'accès à l'énergie	13,7	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réalisation d'environ 49 000 nouveaux branchements électriques dans les provinces de Nampula (26 455) et du Zambèze (22 500). Dans la province de Nampula, la plus septentrionale du pays, EDM collabore avec le HCR pour inclure les camps de déplacés internes (IDP)<sup>12</sup> et de réfugiés dans son intervention visant l'élargissement de l'accès à l'électricité.</li> </ul>
3	Assistance technique, études, charges	11,9	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Adhésion à l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ATI)<sup>13</sup></li> <li>▪ Recrutement d'un agent de vérification indépendant pour la composante FAR</li> <li>▪ Étude de faisabilité concernant la centrale solaire photovoltaïque mobile</li> <li>▪ Plan de développement pour la <b>commercialisation de la branche d'EDM chargée des télécommunications</b></li> <li>▪ Développement de l'opérateur du marché d'EDM</li> <li>▪ Étude sur le rendement énergétique</li> <li>▪ Coûts d'exploitation</li> </ul>

2.2.2 **Composante 1 : Centre national de contrôle** : Le CNC reliera toutes les sous-stations de plus de 66 kV par câble de fibres optiques et par liaison sans fil. Il sera en mesure de prendre en charge 150 sous-stations avec redondance maximale et sera relié au centre des opérations du SAPP à Harare. Les infrastructures existantes aménagées en 2009/2010 en un centre de contrôle restreint pour la région sud seront réutilisées, et des lignes louées (provisoirement) seront utilisées en complément des liaisons à fibres optiques ou pour assurer la redondance. Quelques lignes seront réaménagées avec des câbles à fibres optiques entièrement diélectriques autoporteurs<sup>14</sup>, et la capacité disponible du système de fibres optiques sera exploitée commercialement pour générer un flux de revenus secondaire pour EDM.

2.2.3 L'utilisation du système SCADA au Mozambique, maintenant démodé et dont les fonctionnalités et la couverture géographique sont limitées, a permis de tirer les leçons importantes suivantes : i) EDM doit assurer le contrôle de tout son territoire pour s'engager efficacement dans le commerce régional de l'électricité ; ii) les provinces septentrionales ont besoin d'une alimentation en électricité fiable pour s'aligner sur le niveau de développement économique observé au sud du pays ; et iii) sans un contrôle efficace, il ne sera pas possible de porter l'expansion de la production d'énergies

<sup>12</sup> Personnes déplacées à l'intérieur du pays

<sup>13</sup> L'adhésion à l'ATI s'accompagne de l'achat de 75 actions de l'Agence. Au cours des 3 dernières années, les actions de l'ATI ont généré un rendement positif pour les membres. Il n'existe pas d'autres coûts pour le Mozambique associés à l'adhésion à l'ATI. L'utilisation des services de l'ATI est limitée par le nombre d'actions détenues ; la plupart des pays décident d'augmenter ainsi leurs portefeuilles d'actions au fil du temps. L'adhésion à l'ATI permettra au Mozambique d'utiliser les services de l'Agence, qui comprennent divers produits d'atténuation des risques. Le Mozambique envisage d'utiliser au départ les services de l'ATI pour le secteur énergétique, uniquement.

<sup>14</sup> Les câbles à fibres optiques entièrement diélectriques autoporteurs (ADSS) sont des câbles suffisamment solides pour se soutenir entre les structures sans utiliser d'éléments métalliques. Ils sont conçus pour permettre l'installation de longueurs allant jusqu'à 700 mètres entre les tours de support.

renouvelables variables – énergie éolienne et solaire photovoltaïque – au-delà d’un niveau qui est assez bas ; iv) il est crucial de fournir une assistance technique et de maintenir l’appui à EDM pour l’aider à continuer de tirer des avantages du système.

**2.2.4 Composante 2 : Accès à l’énergie financé par l’instrument du FAR.** Le programme d’accès à l’énergie financé sur la base des résultats aura pour effet d’augmenter de 48 955 le nombre de branchements au réseau. EDM a, en accord avec la Banque, identifié des zones périurbaines dans deux provinces contiguës (Lot 1 : Province de Nampula – 26 455 nouveaux branchements, et Lot 2 : Province du Zambèze – 22 500 nouveaux branchements). La proximité géographique relative des deux lots sera bénéfique pour l’efficacité des services de l’agent de vérification indépendant et entraînera une réduction des coûts de supervision pour EDM et pour la Banque. Les coûts par branchement ont été établis de commun accord à 400 dollars EU. Le budget de l’intervention concernant l’accès se chiffre donc à 13,7 millions d’UC.

**Tableau 1 : Cadre des résultats pour la composante Accès financée sur la base des résultats (FAR)**

Indicateurs de résultats	DLI (oui/non)	Unité de mesure	Référence (année - 2019) - Data	Valeurs cibles				Fréquence	Source/méthode des données	Resp. de la collecte des données
				Année 1	Année 2	Année 3	Année 4			
<b>IMPACT : Augmenter les taux d’accès à l’électricité au Mozambique.</b>										
<b>RÉSULTATS</b>										
Contribuer à améliorer les taux d’accès	Non/DLI1	%	38 %	0,25 %	1 %	1 %	0,25 %	Annuellement	EDM	EDM, MIREME, ARENE
<b>PRODUITS</b>										
Nombre de nouveaux branchements réalisés (ménages et utilisations productives d’énergie)	Oui/DLI1	Nombre	2 millions	8 060	13 500	13 500	9 000	Annuellement	IVA. EDM	EDM, appui par IVA
Ménages dirigés par des femmes électrifiés	OUI/DLI 2	Indice	À déterminer par l’IVA	895	1 500	1 500	1 000	Annuellement	IVA. EDM	EDM, appui par IVA

**Tableau 2 : Indicateurs liés aux décaissements (DLI)**

			Référence	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
Nombre de nouveaux branchements additionnels réalisés (ménages et utilisations productives d’énergie)	Oui/DLI 1	Nombre	2 millions	8 060	13 500	13 500	9 000
Ménages dirigés par des femmes électrifiés	OUI/DLI 2	Indice (augmentation en pourcentage par rapport à la référence)	À déterminer par l’IVA	895	1 500	1 500	1 000

2.2.5 La zone d'intervention est résumée ci-dessous.

**Tableau 3 : Domaines de résultats de la composante 2**

PORTÉE DES DOMAINES DE RÉSULTATS	
RÉSULTATS ATTENDUS	CHAMP GÉOGRAPHIQUE (Utiliser d'autres délimitations le cas échéant)
<b>Domaine de résultats : Composante Accès à l'électricité</b>	
48 955 branchements réalisés dans deux provinces	Zones périurbaines, y compris les camps de déplacés internes, des villes de Nampula, de Nacala, de Quelimane et de Mocuba

2.2.6 Un agent de vérification indépendant (IVA) recruté par voie de concours assurera le suivi des indicateurs liés aux décaissements (DLI), et donc des décaissements. Il examinera les résultats à travers les rapports de gestion, les rapports trimestriels et annuels, les audits financiers, les contrôles de procédures, l'utilisation du système de prépaiement d'EDM et l'inspection physique, pour vérifier l'exhaustivité, la précision et la qualité des résultats déclarés par EDM. Les indicateurs liés aux décaissements comprendront des protocoles de vérification définissant la manière dont ils seront réalisés, évalués et vérifiés par l'IVA. EDM prépare les termes de référence concernant l'agent de vérification indépendant. Lorsque ceux-ci seront approuvés par la Banque, un appel d'offres sera lancé dans le cadre d'un processus de pré-acquisition.

**Tableau 4 : Sommaire de l'évaluation intégrée des risques associés à la composante Accès au FAR**

Risque	Modéré	Observation
Technique	Faible	Les branchements basse tension ne sont pas difficiles à réaliser. Le personnel d'EDM en réalise près de 30 000 par an et est en mesure de prendre en charge la composante Accès.
Fiduciaire	Modéré	L'évaluation fiduciaire effectuée par la Banque est satisfaisante.
Climatique, environnemental et social	Faible	L'électrification des zones périurbaines comporte d'importants avantages sociaux et de légers impacts climatiques et environnementaux positifs.
Indicateurs liés aux décaissements	Modéré	Il est assez facile de suivre le nombre de branchements réalisés. On ne sait pas au juste quelle référence adopter par rapport au nombre de ménages dirigés par des femmes.
Autre	Modéré	Les zones d'exécution du programme sont assez éloignées des zones touchées par des conflits.

2.2.7 **Composante 3 : Assistance technique** : Trois activités importantes appuient les composantes 1 et 2. La composante 3 financera l'agent de vérification, le développement des opérations sur le marché de l'électricité pour aider EDM à bénéficier au maximum du commerce régional, et l'élaboration d'un plan de développement pour la commercialisation des actifs de fibres optiques de la compagnie. Cette composante appuiera également les études nécessaires pour le lancement de la première centrale solaire photovoltaïque mobile à grande échelle en Afrique australe, et la Banque et KfW financeront l'adhésion du Mozambique à l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ATI) dans le but d'encourager davantage d'investissements privés dans les projets énergétiques dans le pays. L'adhésion à l'ATI permettra au Mozambique, entre autres, de tirer parti d'un mécanisme financé par KfW qui devrait entraîner une hausse de la production de 125 MW, grâce à un appui de trésorerie en faveur des producteurs d'énergies renouvelables indépendants, qui vient compléter les efforts du gouvernement visant à augmenter la part des énergies de sources renouvelables dans le bouquet énergétique.

## 2.3. Solution technique retenue et autres solutions étudiées

**Tableau 5 : Solutions de rechange pour le programme étudiées et motifs de rejet**

Solution de rechange	Brève description	Motif de rejet
NCC de plus petite taille ou utilisation du système d'Afrique du Sud ou de tout autre pays voisin pour le contrôle du système électrique mozambicain.	Le centre de contrôle régional existant, qui est démodé, au sud du Mozambique, pourrait être mis à niveau et continuer de fournir certaines fonctionnalités, ou le contrôle pourrait être exercé à partir d'un pays voisin.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un système complet permet au Mozambique de devenir membre de la zone d'opération du SAPP et de contrôler pleinement son territoire</li> <li>▪ Le Mozambique jouit de grandes potentialités, actuellement et dans l'avenir, dans le domaine des exportations d'électricité, dont la réalisation dépend de l'existence d'un système complet.</li> <li>▪ L'intégration et l'expansion de sources d'énergies renouvelables variables, notamment l'éolien et le solaire, nécessitent un contrôle du réseau beaucoup plus rigoureux et de plus grande qualité au Mozambique.</li> <li>▪ Les questions concernant le contrôle du réseau se posent avec le plus d'acuité au nord du Mozambique, particulièrement affecté par la fragilité, où il n'existe actuellement aucun système de contrôle.</li> </ul>
Élaboration d'autres formes de projets régionaux d'énergies renouvelables plutôt qu'une centrale solaire photovoltaïque mobile	Les projets d'énergies renouvelables traditionnels comme les fermes solaires photovoltaïques à échelle industrielle et les installations d'énergie éolienne sont des technologies matures, et la conduite d'études de faisabilité ne nécessite pas de financement de la part des IFD.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La Banque met au point un programme panafricain de réhabilitation des centrales hydroélectriques existantes comportant des installations solaires photovoltaïques mobiles.</li> <li>▪ Le projet FAR au Mozambique est une validation de principe et est ainsi financé par un don SEFA et aligné sur la production de base d'énergies vertes, un domaine d'intervention prioritaire du fonds SEFA.</li> </ul>

2.3.1 Le recours à l'instrument de financement axé sur les résultats (FAR) à l'appui de l'expansion de l'accès s'explique par un certain nombre de facteurs. Du point de vue de la programmation stratégique, depuis la suspension des opérations d'appui aux réformes à la suite du scandale des « dettes cachées », la Banque étudie l'application de modalités de mise en œuvre qui permettent une exécution efficace et un suivi étroit des résultats. En outre, il est important d'utiliser les systèmes nationaux pour renforcer au fil du temps la capacité nationale du Mozambique et pour faire d'EDM le moteur principal de l'électrification. L'utilisation du FAR aide EDM à mener les activités de passation des marchés et de mise en œuvre de manière efficace et permet d'éviter de créer des structures parallèles susceptibles d'exercer des pressions sur les ressources (humaines) limitées au sein de la compagnie. Des activités faciles à quantifier comme la réalisation de branchements électriques se prêtent particulièrement bien au FBR parce qu'elles sont aisées à vérifier (les nouveaux branchements peuvent être observés physiquement, apparaîtront dans le système de prépaiement d'EDM et peuvent être vérifiés à travers l'échantillonnage pour le contrôle de la qualité). Le FBR appliqué à l'électrification permet en outre à EDM, à sa discrétion, sur fonds propres ou à l'aide de ressources d'autres donateurs, de fournir à peu de frais des services additionnels comme l'éclairage public.

2.3.2 En bref et conformément à la politique du Groupe de la Banque relative à l'instrument de financement axé sur les résultats (**voir la section 1.2.1**), la composante Accès du programme MEFA est liée au programme Énergie pour Tous du gouvernement du Mozambique et déplace l'accent des intrants aux résultats. Elle contribue ainsi aux objectifs du programme sur l'efficacité de l'aide et aura pour effet de renforcer l'efficacité, l'efficacité et la gouvernance des programmes de développement au Mozambique.

## 2.4. Type de programme

2.4.1 Le programme MEFA est une opération particulière lancée par la Banque et RGDS dans la mesure c'est le premier du genre qui utilise à la fois un instrument de financement axé sur les résultats et un instrument d'investissement ordinaire de la Banque. Par ailleurs, la composante Accès à l'électricité du programme MEFA est la première intervention FAR de la Banque en Afrique australe.

## 2.5. Coût du programme et modalités de financement

2.5.1 Le coût du programme MEFA, taxes et droits compris, se chiffre à 56,8 millions d'UC. Une provision pour aléas physiques et hausse des prix de 5 % et de 13 % a été prise en compte dans le coût total.

**Tableau 6 : Coût estimatif du programme par composante**

Composante	Millions d'USD			Millions d'UC			%
	Coûts en monnaie étrangère	Coûts en monnaie nationale	Total	Coûts en monnaie étrangère	Coûts en monnaie nationale	Total	Total
Centre national de contrôle	38,7	6,0	44,7	27,0	4,2	31,2	55 %
Accès à l'électricité	5,7	13,9	19,6	4,0	9,7	13,7	24 %
Assistance technique	11,3	5,6	16,9	7,9	3,9	11,9	21 %
Coût TOTAL du programme	55,8	21,6	81,2	38,9	17,9	56,8	100 %

2.5.2 La Banque propose d'octroyer un don FAD d'environ 25,9 millions d'UC pour financer 48 % du coût du projet. Les autres participants au financement sont KfW (14,8 millions d'UC), l'Ambassade de Suède (12,1 millions d'UC) et le fonds SEFA (1,3 million d'UC). L'apport d'EDM s'élèvera à 2,7 millions d'UC.

**Tableau 7 : Sources de financement (millions d'UC)**

Sources de financement						
Institution	Montant	Monnaie	Coûts en monnaie étrangère	Coûts en monnaie nationale	Coût total en UC	Pourcentage
FAD	25,9	MUA	12,2	13,7	25,9	46 %
SEFA	1,9	MUSD	1,3	0	1,3	2 %
KfW	18,0	MEUR	13,8	1	14,8	26 %
Ambassade de Suède	150,0	MESEK	12,1	0	12,1	21 %
EDM	3,9	MUSD		2,7	2,7	5 %
Total			39,4	17,4	56,8	100,0 %

2.5.3 La composante 1 (CNC) et la composante 3 (adhésion à l’ATI) seront cofinancées par KfW. L’Ambassade de Suède cofinancera la composante 1 (CNC). La composante Accès à l’électricité sera exclusivement financée par le FAD. Il faut remarquer que d’autres partenaires comme la Banque mondiale, la Suède, la Norvège et l’UE ont déjà octroyé 238 millions de dollars EU en faveur du programme Énergie pour tous du gouvernement de Mozambique, auquel contribue également la Banque. Finalement, la Banque cofinancera l’adhésion à l’ATI, la commercialisation de la fibre optique et l’étude sur l’efficacité énergétique (composante 3). Le fonds SEFA cofinancera deux sous-composantes, soit l’étude de faisabilité concernant l’installation solaire photovoltaïque mobile et l’assistance technique pour la fonction de gestion du marché de l’électricité et des systèmes d’EDM. Compte tenu de la situation financière difficile d’EDM et de la situation de fragilité du Mozambique, la compagnie d’électricité contribuera à hauteur de 2,7 millions d’UC au financement de certaines activités du programme MEFA liées au genre et dans le domaine social et environnemental. Cette contribution mise à part, tous les coûts du programme, taxes et droits compris (voir l’annexe 1 concernant la demande de dérogation à l’exigence de la politique de la Banque sur les dépenses éligibles) seront intégralement financés. Toutefois, EDM contribuera indirectement à travers la mise à disposition de personnel, de véhicules et d’actifs productifs, en particulier le montant pour la composante Accès au FAR compris dans l’apport de 2,7 millions d’UC.

**Tableau 8 : Coût du programme par catégorie**

Catégories du programme	(millions d’USD)					Total
	FAD	SEFA	KfW	Ambassade de Suède	EDM	
<b>1. Biens</b>						
Équipement de TI	0,01					0,01
<b>2. Travaux</b>						
Centre national de contrôle	6,9		18,3	18		43,3
Accès à l’électricité	19,6	-	-			19,6
<b>3. Services consultatifs</b>						
Plan de développement – Fibre optique	0,4					0,4
Agent de vérification (FAR)	1,1					1,1
Ingénieur chargé de la supervision pour le CNC	1,3					1,3
Études - centrale solaire photovoltaïque mobile, production de base d’énergies vertes et fonction de gestion du marché de l’électricité		1,9				1,9
Étude sur l’efficacité énergétique						0,1
<b>4. Services non consultatifs</b>						
Coûts d’exploitation	0,6				3,9	4,5
Adhésion à l’ATI	6	-	3	-		9
<b>Total</b>	<b>35,9</b>	<b>1,9</b>	<b>21,3</b>	<b>18</b>	<b>3,9</b>	<b>81,2</b>

2.5.4 Les dépenses seront effectuées selon le programme indiqué ci-dessous au cours de la période de mise en œuvre de chaque composante. Le programme sera mis en œuvre sur quatre ans.

**Tableau 9 : Programme des dépenses par composante**

Composante	Coût (millions d'UC)					Total
	2021	2022	2023	2024	2025	
Centre national de contrôle	-	3,12	9,36	15,60	3,12	31,2
Accès à l'électricité	2,69	1,66	4,36	4,43	0,55	13,7
Assistance technique	2,34	1,44	3,78	3,85	0,48	11,9
<b>Coût total du programme</b>	<b>5,03</b>	<b>6,23</b>	<b>17,50</b>	<b>23,89</b>	<b>4,16</b>	<b>56,8</b>

## 2.6. Zone et population cibles du programme

2.6.1 La mise en œuvre du programme MEFA aura des impacts sur l'ensemble du territoire mozambicain. La composante 1 (CNC) comprend des interventions et a des impacts dans tout le pays, et les avantages futurs qui en découlent se répercuteront même dans les pays voisins. La composante 2, qui aura pour effet d'augmenter le nombre de branchements dans les provinces du Zambèze et de Nampula (les plus peuplées et où l'incidence de la pauvreté est la plus élevée au Mozambique), comprend des interventions dans la périphérie des villes de Nampula, de Nacala, de Quelimane et de Mocuba. En particulier dans la province de Nampula, les réfugiés, les déplacés internes et les communautés d'accueil profiteront également directement de cette composante<sup>15</sup>. La sélection de ces quatre villes a été faite par EDM et reflète la nécessité d'intervenir dans la région centre-nord et de mettre en œuvre les activités au titre de cette composante de manière efficiente et efficace. La troisième composante présente des avantages non tangibles avec des impacts positifs dans tout le pays à la faveur du développement d'une nouvelle capacité de production largement dispersée dans le pays et de l'assistance technique.

## 2.7. Processus participatif pour l'identification, la conception et la mise en œuvre du programme

2.7.1 Le programme MEFA sera mis en œuvre pendant une période de quatre ans. L'identification a été menée en consultation avec le gouvernement du Mozambique (Ministère des Finances), le Ministère de l'Énergie et des Ressources minérales et EDM, la compagnie nationale d'électricité, et ce processus a été complété par des discussions avec HCB et MOTRACO, qui sont des parties prenantes clés. Les partenaires de développement actifs dans le secteur de l'énergie comme les ambassades de Norvège et de Suède, KfW, la Banque mondiale, la SFI et l'AFD, ont été mobilisés et ont donné leurs points de vue. EDM a joué un rôle essentiel en fournissant à la Banque une information pertinente et en sélectionnant en temps voulu les zones d'intervention pour la composante Accès.

## 2.8. Expérience du Groupe de la Banque et leçons prises en compte dans la conception du programme

2.8.1 Les leçons découlant de l'expérience de la Banque dans le secteur de l'énergie au Mozambique, conjuguées à celles qui découlent des interventions dans toute la région, laissent croire que le recours à l'instrument de financement axé sur les résultats pour la composante Accès renforcera probablement l'efficacité de la mise en œuvre de cette composante au Mozambique. Les leçons émergentes découlant de l'intervention de la Banque dans le secteur énergétique financée sur la base

<sup>15</sup> . <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/multilateral-development-banks-pledge-step-support-forcibly-displaced-populations-global-refugee-forum-33318>



des résultats au Rwanda et d'autres opérations du genre menées en Égypte et au Maroc justifient l'utilisation de mécanismes de financement fondés sur des incitatifs pour obtenir rapidement des résultats. L'instrument de financement axé sur les résultats est particulièrement indiqué pour fournir les incitations appropriées aux fins d'amélioration de la performance. Le recours à cet instrument permettra donc au Mozambique de parvenir aux mêmes résultats que le prêt à l'investissement, mais de manière plus efficiente et plus efficace si des mécanismes appropriés de responsabilité et d'incitation sont en place. Le FBR utilisé comme instrument de financement dans le secteur énergétique mozambicain renforcera ainsi la capacité de réaction de la Banque aux besoins et à la demande croissants d'énergie, tout en amenant l'institution à faire plus avec des ressources limitées. La composante du FAR du programme MEFA prend également en compte la leçon selon laquelle l'agent de vérification indépendant devrait être recruté par voie de concours.

2.8.2 Sur la base de l'expérience acquise des projets précédents, il est important de procéder à une mise à niveau des ressources humaines et des compétences pour répondre aux nouveaux défis. Ainsi, l'assistance technique et la formation ciblées permettront à EDM i) d'utiliser l'instrument de financement axé sur les résultats, qui devrait être de plus en plus adopté au Mozambique pour l'accès ; ii) d'exploiter efficacement le système SCADA perfectionné pour le renforcement du commerce régional de l'électricité ; et iii) de renforcer la fonction d'opérateur de marché et les équipes techniques d'EDM. D'autres leçons tirées de la mise en œuvre des projets de la Banque au Mozambique qui ont alimenté la conception du programme MEFA sont : i) veiller à ce que le programme soit conçu de façon être mis en œuvre dans les délais ; ii) veiller à l'état de préparation du programme et à la qualité en amont ; iii) rationaliser le nombre de conditions préalables à l'entrée en vigueur du don pour réduire les retards dans la mise en œuvre ; iv) renforcer la capacité des organes de mise en œuvre, en particulier pour la gestion du programme ; v) renforcer la supervision des programmes, en particulier le suivi et l'évaluation, pour réduire les retards d'achèvement ; vi) éliminer l'exigence de ressources de contrepartie (voir l'Annexe 1). Pour les projets fermés, veiller à ce que les rapports d'achèvement et tous les autres rapports soient préparés dans les délais et affichés au site web de la Banque.

## **2.9. Indicateurs clés de performance**

2.9.1 Les principaux indicateurs de performance pour le programme ont été décrits dans le cadre logique basé sur les résultats. Un accent particulier a été mis sur les indicateurs de ciblage à surveiller et ceux qui concernent spécifiquement les femmes. Les progrès de mise en œuvre seront régulièrement évalués à travers les rapports des missions de supervision semestrielles de la Banque menées par le bureau national de la Banque au Mozambique, les rapports d'étape trimestriels et les audits techniques et financiers annuels. Le suivi-évaluation de la CEP d'EDM recueillera et analysera les données du programme pour suivre la performance, avec le soutien de l'agent de vérification chargé de la composante du FAR.

# **III FAISABILITE DU PROGRAMME**

## **3.1. Performance économique et sociale**

L'analyse financière indique une valeur actualisée nette (FNPV) de 285 millions d'UC, avec un taux d'actualisation réel de 6,0 %, et un taux de rentabilité économique (FIRR) de 38 %. Le taux de 6,0 % devrait correspondre au coût moyen pondéré du capital pour la compagnie d'électricité et pour un programme comme celui-ci, compte tenu des énormes subventions dont bénéficie le secteur de l'électricité au Mozambique. L'impact financier est étayé par le fait que le CNC favorisera l'essor des exportations d'électricité vers les pays de la région. Les résultats financiers concernant la composante

FAR du projet font état d'un FNPV positif de 1,6 million de dollars EU et d'un FIRR de 7,2 %, ce qui reflète le bas tarif appliqué aux ménages.

L'analyse économique du point de vue du pays indique une valeur économique actualisée nette (ENPV) de 141 dollars EU et un taux de rentabilité économique interne (TREI) de 39 %. De plus, l'évaluation économique de la composante 2 FAR fait état d'un ENPV positif de 1,6 million de dollars EU et d'un taux de rentabilité économique interne de 19 %. Le tableau ci-dessous résume les résultats de l'analyse.

**Tableau 10 : Sommaire des résultats de l'analyse financière et économique**

Indicateur	Résultat (investissement)	Résultat (composante FAR)
FNPV, taux d'actualisation en termes réels de 6 %	285 millions d'USD	1,6 million d'USD
FIRR en termes réels	38 %	7,2 %
ENPV, taux d'actualisation en termes réels de 12 %	141 millions d'USD	6 millions d'USD
EIRR en termes réels	39 %	19 %

**Test de sensibilité :** Les paramètres de sensibilité clés sont le dépassement des coûts d'investissement, les tarifs et le coût de l'énergie.

### 3.2. Impacts environnementaux et sociaux

3.2.1 **Catégorisation :** Le programme MEFA a été classé à la catégorie 2 du Système de sauvegardes intégré (SSI) de la Banque le 9 juin 2021 parce que les activités prévues pour les deux composantes entraîneront des risques environnementaux et sociaux faibles à modérés.

3.2.2 **Exigences en matière de documentation et de divulgation :** Un cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) pour la composante CNC a été élaboré par EDM, revu et validé par la Banque et rendu public par EDM le 14 juin 2021 et par la Banque le 15 juin 2021, en réponse aux exigences du SSI. Une évaluation environnementale et sociale (ESS) visant la composante FAR a été effectuée par la Banque conformément aux prescriptions du SSI.

3.2.3 **Impacts du programme :** a) La composante du FAR entraînera probablement des risques environnementaux et sociaux faibles à modérés, étant donné que seuls les nouveaux branchements seront financés. Les risques liés à ces branchements sont les nuisances induites par les déchets et les travaux d'installation, qui peuvent également avoir des effets sur la santé et la sécurité des employés et des communautés ; b) la composante CNC utilisera une installation existante, et le système aura des impacts liés à la construction, sans oublier le défrichage de terres qui pourrait avoir des répercussions sur le système d'évacuation des eaux du site, la production de déchets, la santé et la sécurité au travail.

3.2.4 **Coûts :** S'agissant de la composante du FAR, deux facteurs sont pris en compte dans le coût du programme, soit le recrutement de jeunes stagiaires professionnels (38 080 dollars EU) et l'acquisition des services de consultants individuels (96 000 dollars). Le coût total de la prise en compte des facteurs environnementaux et sociaux dans le cadre de cette composante a été estimée à 23 445 dollars EU. Le coût total est présenté au tableau des coûts de l'annexe technique.

**3.2.5 Dispositions et capacité institutionnels** : La capacité institutionnelle pour mettre en œuvre les prescriptions ES a été évaluée. EDM dispose d'un département de 8 personnes chargé des questions environnementales et sociales. Ce département comprend un groupe de travail sur l'agrément environnemental, un groupe de travail sur les affaires sociales et foncières et un groupe de travail sur les systèmes de gestion environnementale. Il effectue des études à la demande d'EDM et a mis en œuvre avec succès des aspects environnementaux et sociaux conformément à son mandat. S'agissant de la composante du FAR, l'ESSA a identifié les éléments suivants : i) cette composante sera mise en œuvre dans deux provinces et au moins 2 employés devront être affectés à la gestion des aspects environnements et sociaux ; et ii) s'agissant d'équivalence fonctionnelle, une évaluation des systèmes nationaux a montré qu'il fallait affecter une personne indépendante au suivi de la conformité pour veiller à ce que la mise œuvre se fasse conformément aux prescriptions du SSI de la Banque. Les aspects environnementaux et sociaux liés à la composante CNC seront mis en œuvre par un consultant.

### **3.3 Changement climatique**

**3.3.1** Le programme MEFA est classé à la catégorie de risque climatique 2 compte tenu de sa nature et au titre du système de sauvegardes climatiques de la Banque. D'une part, le Centre national de contrôle de l'électricité sera construit/réhabilité de façon à renforcer sa résilience aux conditions climatiques extrêmes et l'étude de faisabilité de la centrale solaire mobile prendra en compte les risques climatiques actuels et futurs et estimera les émissions nettes de gaz à effet de serre potentielles connexes qu'il faudra déplacer et les besoins d'EDM au plan des capacités institutionnelles pour concevoir un projet d'aménagement d'une centrale solaire mobile résiliente au climat à un coût raisonnable. D'autre part, en stabilisant le réseau électrique de la région sud, le programme entraînera la réduction des pertes d'électricité et améliorera l'efficacité énergétique. Toutefois, dans un scénario prudent reposant sur une consommation d'électricité par habitant de 463 kWh (Banque mondiale, 2018), la réalisation de 48 955 nouveaux branchements aura pour effet d'ouvrir l'accès à des sources d'énergies plus propres à 209 950,8251 ménages, soit 115 454,69 ménages dans la province du Zambèze et 94 496,14 ménages dans la province de Nampula, et s'accompagnera du déplacement d'un volume estimatif de 77,77 millions de tonnes<sup>16</sup> de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) par an. De même, en réduisant les émissions, en renforçant la résilience du système électrique et en réduisant les pertes d'électricité du réseau, le programme permettra au Mozambique d'atteindre l'objectif de réduction des émissions fixé dans ses contributions déterminées au niveau national (CDN, 2015). Il est donc aligné sur la stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets (NCCAMS, 2013-2025) du Mozambique et le plan d'action sur le changement climatique (CCAP) de la Banque. La totalité du budget du projet est affectée au financement des mesures d'atténuation des effets des changements climatiques.

### **3.4 Genre**

**3.4.1** Le programme vise à améliorer l'accès à l'énergie propre dans les provinces du Mozambique en réalisant 48 955 nouveaux branchements (ménages et utilisations productives), principalement dans les zones périurbaines, ce qui permettra de réduire les niveaux élevés de pauvreté énergétique observés dans le pays. La pauvreté énergétique a un impact négatif sur les femmes et aggrave les disparités sexospécifiques dans le pays. Un rapport ONUDI/ONUFemmes de 2013 indique que chaque année 4,3 millions de personnes – principalement des femmes, des filles et des enfants des deux sexes – meurent à cause de la pollution de l'air dans les maisons découlant de la combustion de biomasse. Le Mozambique n'est pas à l'abri de tels effets défavorables de la pauvreté énergétique, qui se caractérise par le fait que les femmes et les filles ont la responsabilité sociale d'alimenter les ménages en

---

<sup>16</sup> Millions de tonnes

combustible. Dans les zones rurales et périurbaines, elles consacrent beaucoup de temps à la recherche de la biomasse comme source d'énergie et à l'approvisionnement en charbon de bois. Cela nuit à leur aptitude à entreprendre d'autres activités économiques productives, les empêche d'acquérir une éducation, les expose à l'insécurité et aux violences sexospécifiques et limite leurs options en matière d'interaction sociale et politique à l'extérieur du ménage. EDM dispose d'une nouvelle stratégie de prise en compte du genre qui vise à améliorer et à promouvoir la performance de la compagnie en matière d'égalité hommes-femmes. Cette stratégie encourage à faire des affaires avec les femmes entrepreneurs dans les chaînes d'approvisionnement de la compagnie et à veiller à ce que les prestataires de services de la compagnie prennent en compte les questions de genre, y compris les opportunités d'emploi pour les femmes, l'augmentation de leur nombre à des postes techniques et d'encadrement et le règlement de questions liées au genre comme les violences faites aux femmes. Le programme comprendra un plan d'action sur le genre pour la composante Accès à l'électricité, qui orientera la conduite d'activités de prise en compte du genre pendant tout le processus de mise en œuvre. Par ailleurs, l'agent de vérification sera chargé d'enregistrer le nombre de ménages dirigés par des femmes qui bénéficient de cette composante. Le programme est classé à la catégorie 3 du système de marquage du genre de la Banque.

### **3.5 Impacts sociaux**

3.5.1 L'on s'attend à ce que le programme ait beaucoup d'impacts sociaux positifs. L'électrification des ménages des zones périurbaines améliorera la qualité de vie de plus de 250 000 personnes (sur la base de 5,4 personnes par ménage). De plus, EDM envisage d'électrifier également les camps de déplacés internes et de réfugiés dans le cadre de cette composante. L'amélioration de la qualité et de la disponibilité de l'électricité au Mozambique favorisera considérablement la fourniture d'éclairage public, le climat des affaires pour les PME et la prestation de services par les institutions publiques, par exemple les formations sanitaires. La composante 3 concerne l'appui à la construction d'une nouvelle capacité de production dans le pays qui sera essentielle à long terme pour améliorer davantage l'accès et promouvoir la croissance économique.

### **3.6 Réinstallation involontaire**

3.6.1 Le programme ne devrait pas occasionner de réinstallation involontaire.

### **3.7 Évaluation de la fragilité**

3.7.1 La stratégie de la Banque africaine de développement *Remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique* (2014-2019 prorogée jusqu'en 2021) met un accent particulier sur la programmation attentive à la fragilité dans les situations de fragilité et sur l'identification de leviers de la résilience dans des pays en transition et les pays sortant d'un conflit. Au plan conceptuel, la fragilité se manifeste lorsque le capital social n'est ni optimal ni inclusif ; les risques sécuritaires sont élevés et diffus ; et/ou la prestation de services est inadéquate ou incomplète. Le présent rapport d'évaluation de la fragilité vise à identifier les facteurs de la fragilité au Mozambique pour comprendre de quelle façon la dynamique de l'électricité alimente les décisions d'investissement et de programmation dans le pays et pour identifier les priorités stratégiques en matière de programmation.

3.7.2 Le manque d'infrastructures énergétiques représente un obstacle majeur au développement et à l'amélioration de l'environnement des affaires et des conditions de vie de la population du Mozambique. Il entraîne le renchérissement des services (par exemple les populations rurales paient environ 60 à 80 fois de plus par unité pour l'énergie que les populations urbaines dans les pays développés et entrave la compétitivité des entreprises. Le pays a besoin d'infrastructures énergétiques

pour stimuler le commerce transfrontalier de l'énergie, renforcer l'efficacité opérationnelle et financière de la compagnie d'électricité, accroître l'accès à l'électricité et attirer les producteurs indépendants d'électricité. Le programme MEFA vise à renforcer les exportations d'électricité du Mozambique, à améliorer la qualité de l'électricité dans le pays et dans la région et à augmenter le nombre de branchements. Au Mozambique, l'accès inégal aux services publics, y compris l'énergie, et les inégalités au plan de la dépense par habitant, ont aggravé la marginalisation. La sélection par le programme des deux provinces du pays les moins bien desservies en infrastructures énergétiques vise à remédier à ce facteur de fragilité. En général, l'augmentation de l'accès à l'électricité, de la disponibilité et de la stabilité de l'alimentation en électricité concourt à la création d'emplois pour les jeunes, les femmes et la population en général.

## **IV MISE EN ŒUVRE**

### **4.1. Dispositions institutionnelles et de mise en œuvre**

#### **Organe d'exécution**

4.1.1 Le bénéficiaire du don est la République du Mozambique, et EDM sera l'organe d'exécution. EDM possède une expérience dans la gestion des opérations financées par la Banque et la réalisation de résultats satisfaisants. Elle créera une CEP dirigée par un coordonnateur de programme épaulé par un spécialiste des acquisitions, un comptable et un spécialiste du suivi-évaluation. L'effectif de la CEP comprendra des employés spécialisés d'EDM et d'autres des employés recrutés qui seront chargés du genre, de l'environnement et, pour la composante CNC - SCADA, des télécommunications, de la transmission et des opérations de marché. La composante CNC sera appuyée par un ingénieur du maître d'ouvrage à plein temps et prévoit 5 ans d'assistance technique après la période de garantie. L'étude de faisabilité concernant la centrale solaire photovoltaïque mobile sera effectuée par le département des énergies renouvelables d'EDM.

#### **Dispositions relatives à la passation des marchés**

4.1.2 À titre d'organe d'exécution, EDM coordonnera la mise en œuvre du programme, du point de vue de la passation des marchés, à travers son unité chargée des acquisitions (UGEA). S'agissant des composantes 1 et 3, le programme utilisera le cadre de passation des marchés de la Banque. Les acquisitions concernant la composante Accès à l'électricité, qui est exclusivement financée par la Banque, seront menées conformément au système de passation des marchés du bénéficiaire (BPS), en s'appuyant sur les propres institutions de surveillance du pays (par exemple les systèmes de contrôle internes, d'audit, de lutte contre la fraude et la corruption, etc.). Ces dispositions sont conformes au cadre de passation des marchés de la Banque applicable aux opérations financées par le Groupe de la Banque et à la politique de la Banque relative à l'instrument de financement axé sur les résultats.

4.1.3 L'acquisition de biens, de travaux et de services de consultants financée par la Banque dans le cadre du programme se fera conformément à la Politique et méthodologie de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque de 2015 et aux dispositions énoncées dans l'accord de financement. Spécifiquement, la passation des marchés se fera selon les instruments suivants :

- i) Système de passation des marchés du bénéficiaire (BPS) : Méthodes et procédures spécifiques de passation des marchés (PMP) dans le cadre du BPS comprenant ses lois et règlements, notamment le Decreto 5/2016 de 8 de Março – Regulamento de Contratação de Empreitadas de Obras Públicas, Fornecimento de Bens, e Prestação de

Serviços ao Estado (Décret 5/2016 du 8 mars - Règlements pour l'acquisition de travaux publics, de biens et de services de consultants et de services autres que des services consultatifs pour l'État), à l'aide des documents de consultation types (SSD) ou d'autres documents de consultation approuvés de commun accord au cours des négociations concernant le programme pour divers groupes de transactions prévus au titre de la composante Prêt à l'investissement du programme. De plus, les acquisitions concernant la composante du FAR se feront entièrement selon le BPS.

- ii) Politique et méthodologie de passation des marchés de la Banque (BPM) : PMP types de la Banque, à l'aide des documents de consultation types pertinents de la Banque pour les marchés qui sont : i) supérieurs aux seuils indiqués à l'Annexe B5, paragraphe B.5.3.2, ou ii) dans le cas où le BPS n'est pas utilisé pour une transaction spécifique ou un groupe de transactions ; et iii) dans le cas où la BPM a été jugée comme le meilleur instrument adapté à une transaction spécifique ou à un groupe de transactions.

**4.1.4 Évaluation des risques associés à la passation des marchés et des capacités (PRCA) :** L'évaluation des risques associés à la passation des marchés au niveau national, sectoriel et du programme et des capacités pour la mise en œuvre par l'organe d'exécution a été effectuée, et le résultat a été pris en compte dans les décisions concernant les régimes de passation des marchés (BPS ou PMP de la Banque) à utiliser pour des transactions spécifiques ou des groupes de transactions similaires dans le cadre du programme. Les mesures appropriées d'atténuation des risques ont été incorporées dans le plan d'action du PCRA décrit à l'Annexe B5, paragraphe 5.3.8.

4.1.5 Les modalités de passation des marchés pour les divers composantes, éléments et postes relevant des différentes catégories de dépense qui seront financées par le don sont récapitulées au Tableau 10 ci-dessous. Les détails concernant chaque groupe de transactions/marchés similaires, les différents PMP, les coûts estimatifs, les exigences en matière de surveillance et l'échéancier convenus de commun accord par le bénéficiaire et la Banque, sont énoncés dans le plan de passation des marchés. La Banque a conseillé le gouvernement du Mozambique de solliciter l'utilisation du mode d'acquisition par anticipation pour les services de l'agent de vérification indépendant (pour la composante du FAR) et de l'ingénieur chargé de la supervision du CNC. EDM devrait mener à terme le processus d'acquisition de ces services au cours du troisième trimestre de 2021. Le Tableau 11 ci-dessous récapitule les modalités de passation des marchés pour le programme.

**Tableau 11 : Sommaire des modalités de passation des marchés (milliers d'UC)**

#	Composantes/Catégories du programme	BPS <sup>17</sup>	BPM <sup>18</sup> , OCBI (ICB)	BPM, OCB (liste restreinte)	Total
<b>1</b>	<b>Biens</b>				<b>4 232</b>
1.1	Fourniture d'équipements de TI	7			7
<b>2</b>	<b>Travaux</b>				<b>31 549</b>
2.1	Centre national de contrôle		17 746		17 746
2.2	Accès à l'électricité (FAR)	13 803			13 803
<b>3</b>	<b>Services de consultants (bureaux d'études)</b>				<b>4 117</b>
3.1	Plan de développement – fibre optique			282	282
3.2	Agent de vérification (FAR)			775	775

<sup>17</sup> BPS : Système de passation des marchés du bénéficiaire

<sup>18</sup> BPM : Méthodes de passation des marchés de la Banque

3.3	Ingénieur chargé de la supervision du CNC			1 590	1 590
3.4	Centrale solaire mobile			900	900
3.5	Étude sur les énergies renouvelables variables (VRE)			400	400
3.6	Efficacité énergétique			100	100
3.7	Audits financier et de la passation des marchés			70	70
<b>4</b>	<b>Coûts d'exploitation</b>				<b>4 585</b>
4.1	Coûts d'exploitation <sup>19</sup>	4 585			4 585

4.1.6 **Gouvernance de la passation des marchés** : Au cours des dernières années, et en particulier après le scandale des « dettes cachées », le Mozambique a mis en œuvre un train de réformes pour renforcer l'obligation de rendre compte et la transparence dans l'utilisation des fonds publics. Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel du pays facilite la reddition de comptes en matière de prise de décisions. Le pays dispose d'une politique de lutte contre la corruption appuyée par des lois robustes, et des institutions fortes qui assurent le respect du principe de responsabilité, comme le Tribunal administratif, la *Procuradoria da Republica* et le Conseil des ministres contre la corruption. La société civile surveille activement l'utilisation des ressources publiques, notamment à travers la plate-forme Foruam de Monitoria do Orcamento.

### Gestion financière et modalités de décaissement et d'audit

4.1.7 Une évaluation de la gestion financière d'EDM, l'organe d'exécution désignée, a été effectuée conformément à la Politique du Groupe de la Banque relative l'instrument de financement axé sur les résultats et aux directives opérationnelles connexes relatives à la mise en œuvre de cette politique, à la politique relative à la gestion financière des opérations financées par le Groupe de la Banque (2014) et aux manuels et directives connexes. Cette évaluation visait à déterminer si EDM disposait de modalités de gestion financière acceptables et en mesure i) d'enregistrer correctement et de façon exhaustive toutes les transactions et tous les soldes liés au programme ; ii) de faciliter la préparation d'états financiers réguliers, fiables et en temps opportun ; iii) de protéger les actifs du programme ; et iv) d'être assujetties à un audit selon des procédures acceptables par la Banque. L'évaluation a eu lieu en mode virtuel en avril 2021 dans le cadre de l'instruction du programme. Elle a pris en compte la dernière évaluation des risques fiduciaires pays (CFRA) pour le Mozambique et les leçons découlant de la mise en œuvre de projets précédents dans le pays. Le risque global associé à la gestion financière est jugé modéré, et l'analyse détaillée et les modalités de gestion financière sont décrites dans le REP, volume II, annexe technique B9.

4.1.8 Le programme utilisera les systèmes et les processus de gestion financière d'EDM, y compris la budgétisation, la comptabilisation et la communication de l'information financière. Le service de l'audit interne d'EDM couvrira le programme, et les rapports d'audit seront transmis à la Banque au cours des missions de supervision. Toutes les carences identifiées par les audits internes seront promptement communiquées à la direction du programme afin que des mesures correctives soient prises. Le programme suivra le manuel des procédures financières et administratives d'EDM, qui sera toutefois mis à jour pour orienter adéquatement les opérations prévues. L'expérience dont justifie EDM dans la mise en œuvre de projets appuyés par d'autres partenaires de développement a contribué à l'évaluation satisfaisante de sa capacité en matière de gestion financière. Le comptable en poste sera le comptable désigné du programme et relèvera du directeur financier d'EDM. L'évaluation de la

<sup>19</sup> Y compris l'adhésion à l'ATI, au coût estimatif de 4,225 millions d'UC

gestion financière a conclu que EDM dispose de la capacité voulue pour prendre en charge la gestion financière du programme selon les directives de la Banque à cet égard.

4.1.9 Le programme comprend trois composantes et deux instruments de financement de la Banque, soit l'instrument de financement axé sur les résultats et l'instrument de prêt à l'investissement. Il sera également cofinancé par le fonds fiduciaire SEFA, KfW et le gouvernement de Suède. La compagnie d'électricité contribuera indirectement au programme à travers la mise à disposition de personnel, de véhicules et d'actifs productifs, en particulier dans le cadre de la composante Accès financée par l'instrument du FAR. EDM élaborera des méthodes formelles de prise en compte de la contribution de contrepartie en nature.

4.1.10 Les composantes 1 et 3 seront financées sur les ressources d'un don FAD et du fonds fiduciaire SEFA. EDM assurera la gestion financière pour ces composantes. EDM dispose d'une unité chargée des projets qui assure la gestion financière et de l'information financière concernant les projets mis en œuvre par la compagnie. L'enregistrement et l'établissement de rapports concernant les ressources provenant de tous les participants au financement respecteront les mêmes procédures de gestion financière. Le fournisseur de financement sera identifié dans les rapports portant sur les activités mises en œuvre. EDM préparera des rapports financiers trimestriels intérimaires qui seront soumis 45 jours après la fin de chaque trimestre. Les décaissements se feront surtout par paiement direct. La Banque paiera directement les consultants/fournisseurs/entrepreneurs sur la base de résultats satisfaisants, conformément au manuel des décaissements de l'institution. De plus, un compte spécial libellé en dollars EU et un compte d'opérations connexe en méticais mozambicains (MZN) seront ouverts dans une banque reconnue acceptable à la Banque et seront réservés au paiement des petites dépenses de fonctionnement récurrentes. Les dépenses de fonctionnement et le compte spécial seront liés aux ressources du FAD. Le fonds fiduciaire SEFA utilisera exclusivement la méthode de paiement direct. Une lettre de décaissement sera émise par la Banque. Un rapport d'audit séparé sera préparé annuellement, et l'audit sera effectué par un commissaire aux comptes indépendant recruté conformément aux exigences de la Banque.

4.1.11 La composante 2 sera financée à l'aide du FAR, ce qui implique l'utilisation des processus, des systèmes et des mécanismes de contrôle internes d'EDM. Les décaissements au titre de cette composante seront assujettis à la réalisation d'indicateurs liés aux décaissements (DLI). Ces indicateurs auront des protocoles de vérification clairs qui définiront la façon dont ils seront atteints, évalués et vérifiés par un agent de vérification indépendant (IVA). Le Groupe de la Banque permettra des décaissements partiels dans les cas où un DLI est réalisé en partie. Il fera ainsi preuve de flexibilité dans des cas où il existe des écarts entre les progrès prévus et les progrès effectifs au plan de la mise en œuvre. L'IVA sera chargé d'examiner l'information de gestion financière pour authentifier les ressources utilisées pour réaliser les DLI. Les décaissements seront imputés à un compte bancaire d'EDM.

4.1.12 Conformément aux exigences de la Banque, les états financiers reflétant les ressources reçues de la Banque seront audités annuellement. S'agissant des ressources du FAR décaissées directement en faveur d'EDM, l'audit des états financiers de la compagnie se fera selon les modalités appliquées par cette dernière. Les états financiers d'EDM sont audités par un vérificateur indépendant recruté par la compagnie. La Banque acceptera ces dispositions d'audit. EDM soumettra à la Banque les états financiers audités et la lettre de mission dans les six mois suivant la fin de l'exercice financier. Hormis les audits annuels, les termes de référence de l'audit prévoient une vérification de l'optimisation des ressources et de la passation des marchés, appuyée par un rapport financier « cycle de vie du programme » mettant en relief les contributions des participants au financement et les emplois des fonds. Les états financiers concernant les ressources décaissées pour les composantes 1 et 3 financées



par l'instrument de prêt à l'investissement seront audités périodiquement (annuellement) par un bureau d'études externe expérimenté et qualifié. Ce bureau sera recruté par voie de concours sur la base de termes de référence approuvés de la Banque. Le rapport d'audit comprenant les états financiers audités et la lettre de mission seront soumis à la Banque dans les six mois suivant la fin de l'exercice financier.

## **4.2. Gouvernance**

4.2.1 La structure institutionnelle existante du secteur de l'électricité découle de la loi sur l'électricité de 1997, dont la version révisée devrait être approuvée en 2021. Le Ministère des Ressources minérales et de l'Énergie (Ministerio de Recursos Minerais e Energia, MIREME) est l'entité publique chargée de la politique et de la planification de l'énergie et du suivi de la performance et de la gouvernance du secteur. Electricidade de Moçambique, (EDM) est la compagnie d'électricité publique, intégrée verticalement et active dans la production, la transmission et la distribution de l'électricité dans tout le pays. Hidroeléctrica de Cahora Bassa (HCB) est la plus grande compagnie de production d'électricité responsable de l'exploitation de la centrale électrique de 2 075 MW de Cahora Bassa et du système de transmission connexe. Le secteur de la production est complété par des producteurs indépendants d'énergie qui ont signé des accords d'achat d'électricité avec EDM. En mai 2017, le Parlement a approuvé la création d'un organisme de régulation de l'énergie, Autoridade Reguladora de Energia (ARENE), dans le but de séparer les fonctions de régulation et les fonctions stratégiques au sein de MIREME. Le nouvel organisme a eu l'autorité, d'une part, de réguler les tarifs d'électricité, de promouvoir et de surveiller la concurrence dans le secteur de l'électricité et, d'autre part, de surveiller et de faire appliquer les modalités et conditions d'attribution de licences ou de contrats de concession dans le secteur. Le fonds énergétique (Fundo de Energia, FUNAE) est un organisme public qui relève de MIREME et qui est chargé de promouvoir le développement et l'utilisation de différentes formes d'énergies peu onéreuses, ainsi que la gestion durable des ressources énergétiques. Établi au départ comme un fonds, le FUNAE met surtout en œuvre actuellement des projets d'accès hors réseau. Hormis la loi sur l'électricité, les investissements privés dans le secteur de l'électricité sont également régis par la loi sur les partenariats public-privé de 2011.

## **4.3. Suivi**

4.3.1 Le suivi et l'évaluation d'impact du programme global relèvent d'EDM, avec l'appui du Ministère de l'Énergie et des Ressources minérales le cas échéant. L'équipe d'EDM chargée du programme et les responsables des programmes d'EDM seront chargés de la coordination et du suivi des progrès de mise en œuvre des composantes du programme et du programme dans son ensemble. Cette équipe sera composée d'employés parfaitement familiarisés avec le travail avec des donateurs internationaux et leurs programmes. La composante CNC comprendra un ingénieur à temps plein chargé de la supervision basé à Maputo, et la composante Accès au FAR sera prise en main par un agent de vérification (bureau d'études) qui collaborera avec EDM. Le suivi de la composante FAR peut être en outre assuré à travers le système de prépaiement d'EDM. Les résultats et les produits seront évalués par rapport au cadre des résultats. Une revue à mi-parcours aura lieu, et un rapport d'achèvement de programme sera préparé conjointement par la Banque et EDM. Le Bureau de la Banque à Maputo, épaulé par le bureau régional en Afrique du Sud, sera chargé de la supervision permanente du programme et du maintien du dialogue avec EDM, le gouvernement et les parties prenantes.

## **4.4. Durabilité**

4.4.1 **La composante Accès implique l'utilisation de solutions techniques robustes qu'EDM connaît parfaitement**, et le dossier technique et économique combiné est solide. Les installations à

longue durée produiront un rendement économique pour EDM. La composante CNC implique la mise en œuvre d'un programme complexe qui, tel qu'il est déjà décrit, générera un surcroît de revenus pour EDM et entraînera l'amélioration des services pour les clients de la compagnie. L'exécution du marché EPC comprend une période d'appui technique de 5 ans en faveur d'EDM.

4.4.2 La situation financière d'EDM est fragile, ce qui s'explique par une combinaison de facteurs, soit : i) une situation macroéconomique qui se détériore ; ii) des tarifs de détail qui ne reflètent pas le coût des achats et des opérations d'électricité – au cours des quatre dernières années, les tarifs ont augmenté de 36,7 % alors que les coûts pour EDM ont augmenté de 59,7 %, une situation aggravée par la pandémie de la COVID-19 ; (iii) les dépenses d'immobilisation pour la réhabilitation du réseau et l'expansion de l'accès à l'énergie ne sont pas financées adéquatement ; iv) l'alimentation en électricité par HCB est moins régulière compte tenu des difficultés d'ordre hydrologique ; et v) les pertes d'électricité, estimées à 30 % (en 2019), sont élevées. En dépit de plusieurs ajustements tarifaires, le dernier ayant été opéré en décembre 2018, EDM accumule des pertes d'exploitation en permanence et d'importants arriérés payables en liquide. La situation financière d'EDM s'est également dégradée à cause des créances impayées, en particulier les créances liées aux exportations d'électricité vers la Zambia Electricity Supply Corporation (ZESCO). Malgré une restructuration partielle de la dette et une alimentation en électricité plus régulière de la part de HCB en 2018, EDM continue d'être exposée à plusieurs facteurs exogènes, et sa situation financière arrive à un point critique. Toutefois, la composante CNC et plusieurs aspects de la composante 3 visent à y remédier. La composante CNC entraînera l'accroissement des exportations d'électricité d'EDM. La commercialisation prévue des actifs de fibres optiques de la compagnie créera éventuellement une deuxième source de revenus, et la centrale solaire photovoltaïque mobile apportera une valeur ajoutée aux installations d'hydroélectricité d'EDM dans le centre du Mozambique. Le caractère abordable des tarifs pour les consommateurs est un élément important de la tarification. Le tarif social d'EDM (Mt 1.07/kWh = US\$c1.7/kWh) garantit l'accessibilité économique pour le niveau de consommation de subsistance (environ 30 kWh) du service d'électricité – et représente environ 1,3 % des dépenses d'un ménage à faible revenu. Dans toutes les provinces du Mozambique, même dans les provinces pauvres, le niveau de consommation de subsistance est à la portée des ménages. En vertu de la politique d'accès universel à l'électricité du gouvernement du Mozambique, le tarif s'appliquerait à la fois aux branchements au réseau national et aux branchements aux mini-réseaux, mettant ainsi l'accès à l'électricité à la portée des pauvres de la population mozambicaine.

#### 4.5. Gestion des risques

**Tableau 12 : Risques identifiés et mesures d'atténuation**

	Description	Notation	Mesures d'atténuation
1.	Gouvernance et performance financière d'EDM	Élevé	La Banque et les partenaires de développement continueront d'insister pour l'instauration d'une tarification reflétant les coûts. De plus, le programme MEFA vise à créer une nouvelle source de revenus pour EDM, ce qui mettrait ainsi la compagnie sur la voie de la stabilité financière.
2.	Risque technologique – EDM n'aura pas les compétences et le savoir-faire nécessaires pour développer et exécuter pleinement la composante CNC	Élevé	La composante CNC est clairement une initiative complexe dont la mise en œuvre représentera un défi pour EDM. Toutefois, des ressources adéquates ont été affectées au recrutement de l'ingénieur chargé de la supervision, et les termes de référence refléteront la complexité de la mission. De plus, l'entrepreneur général devra fournir un appui technique de cinq ans.

3.	Risque de marché – EDM ne réussit pas à tirer pleinement parti du CNC en termes de ventes au niveau régional	Moyen	Grâce aux ressources du fonds SEFA, la Banque assurera la formation et l'assistance technique à l'opérateur de marché d'EDM pour veiller à ce que la compagnie tire parti de la composante CNC.
3.	Problèmes associés à la mise en œuvre de la composante Accès financée par l'instrument du FAR	Moyen	Du point de vue technique, EDM connaît parfaitement les modalités de mise en œuvre de la composante Accès, sur la base de son expérience de travail avec d'autres partenaires. Compte tenu de la situation financière d'EDM, la Banque octroiera une avance à la compagnie à l'appui de sa trésorerie et pour assurer le démarrage en temps opportun de la composante. Le coût par branchement convenu a été ajusté pour éviter de mettre en péril les finances d'EDM. Le dernier risque associé à la composante financée par l'instrument du FAR concerne l'utilisation des procédures nationales. Celles-ci ont été examinées par la Banque et jugées satisfaisantes.
4.	Dépassement des coûts du programme	Moyen	Sweco, un bureau d'études expérimenté, élabore les documents d'appels d'offres pour le recrutement de l'entrepreneur général. Un soin particulier sera mis pour le recrutement du cabinet d'ingénieurs chargé de la supervision, qui suivra les procédures établies conformément aux principes d'acquisition (FIDIC) pour surveiller les réclamations et les commandes modificatives au cours de la mise en œuvre.

## V INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ LÉGALE

### 5.1. Instrument juridique

Le programme sera financé selon :

- i) un protocole d'accord du FAD entre le FAD et la République du Mozambique concernant un don de 12,2 millions d'UC pour le financement des composantes Prêt à l'investissement (accord de prêt à l'investissement) ; et
- ii) un protocole d'accord FAD concernant un don de 13,7 millions d'UC entre le FAD et la République du Mozambique pour le financement de la composante financée par l'instrument de financement axé sur les résultats (accord de FAR) ; et

### 5.2. Conditions liées à l'intervention de la Banque

- i) **Entrée en vigueur** : Les accords entreront en vigueur à la signature par le bénéficiaire et le Fonds.
- ii) **Conditions préalables au premier décaissement**

#### Accord de prêt à l'investissement

**Conditions préalables au premier décaissement** : L'obligation du Fonds d'effectuer le premier décaissement sera assujettie à l'entrée en vigueur de l'accord et à la satisfaction par le bénéficiaire des conditions suivantes : i) la signature et la remise de l'accord subsidiaire entre le bénéficiaire et EDM acceptables pour le Fonds au plan de la forme et du fond ; ii) la preuve de la désignation des experts suivants : a) coordonnateur du programme ; b) spécialiste de la passation des marchés ; c) comptable ; (d) spécialiste du suivi-évaluation ; dont les qualifications et l'expérience seront acceptables pour le Fonds ; iii) la signature et l'exécution des accords de cofinancement dont les conditions générales auront été jugées acceptables par le Fonds ou la soumission de preuves satisfaisantes de l'obtention

par le bénéficiaire d'autres fonds permettant de combler le déficit de financement créé par l'absence d'accord de cofinancement.

**Autre condition.** Le bénéficiaire devra, dans les six (6) mois suivant le premier décaissement, fournir la preuve de l'achat et de l'installation du logiciel financier et comptable du programme, dont la forme et le fond sont jugés satisfaisants par le Fonds.

### **Accord de financement axé sur les résultats**

**a) Conditions préalables au premier décaissement :** L'obligation pour le Fonds d'effectuer le premier décaissement sera assujettie à l'entrée en vigueur de l'accord et à la satisfaction par le bénéficiaire des conditions suivantes : i) la signature et l'exécution de l'accord subsidiaire entre le bénéficiaire et EDM, dont la forme et le fond sont jugés acceptables par le Fonds ; et ii) la signature et l'exécution d'un accord de programme entre le Fonds et l'organe d'exécution, dont le fond et la forme sont jugés satisfaisants par le Fonds ; iii) la soumission de preuves satisfaisantes du recrutement des agents suivants : a) coordinateur de programme ; b) spécialiste en passation des marchés ; c) comptable ; et d) spécialiste en suivi et évaluation pour la cellule de mise en œuvre du programme, dont les qualifications et les termes de référence sont acceptables pour le Fonds ; iv) la présentation du rapport de vérification des résultats du programme et d'autres preuves, dont le fond et la forme sont jugés acceptables par le Fonds, indiquant que le(s) DLI pour lequel/lesquels le décaissement est sollicité a/ont été entièrement ou partiellement réalisé(s) (s'agissant des DLI pour lesquels un décaissement partiel est autorisé, comme spécifié dans la matrice des DLI) conformément au protocole pertinent de vérification des DLI; et v) aux fins de financement axé sur les résultats passés, l'approbation par le Fonds des termes de référence relatifs au recrutement de l'IVA.

**Préfinancement :** Le préfinancement (ne dépassant pas 25 % du montant de la composante FAR) sera prévu dans l'accord de don et sera assujetti à l'entrée en vigueur du protocole d'accord.

**Financement axé sur les résultats passés :** Les décaissements peuvent être effectués jusqu'à un montant cumulé ne dépassant pas 25 % de la composante FAR sous réserve de l'approbation par le Fonds des termes de référence relatifs au recrutement de l'IVA. Les renseignements détaillés seront fournis dans le protocole d'accord.

Le total du financement anticipé et du financement axé sur les résultats passés ne doit pas dépasser 30 % du montant du don.

**Conditions préalables aux décaissements suivants :** L'obligation du Fonds d'effectuer d'autres décaissements sera assujettie à la preuve, acceptable pour le Fonds, que le DLI concerné a été atteint, accompagnée d'un rapport de vérification soumis par l'IVA conforme au protocole et aux modalités de vérification acceptables pour le Fonds.

- iii) **Engagements :** En vertu des protocoles d'accord, le bénéficiaire s'engage à prendre les mesures suivantes, dont la forme et le fond sont jugés acceptables par la Banque :
  - (a) exécuter et à faire exécuter le programme par ses entrepreneurs conformément :
    - i) à la législation nationale ; et ii) aux recommandations, exigences et procédures énoncées dans le plan de gestion environnementale et sociale (PGES) élaboré pour le programme ; et
  - (b) soumettre au Fonds des rapports trimestriels sur le programme, dont le fond et la forme sont jugés acceptables par le Fonds, décrivant la mise en œuvre du PGES

par le bénéficiaire (y compris toutes les défaillances et les mesures correctives connexes, le cas échéant).

**Conformité avec les politiques de la Banque** : Le présent programme est conforme à toutes les politiques et directives applicables du Groupe de la Banque.

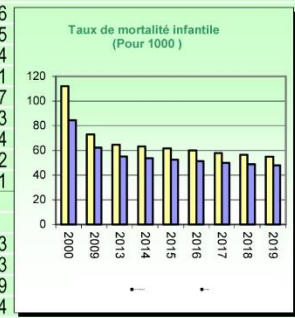
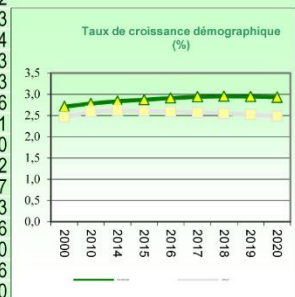
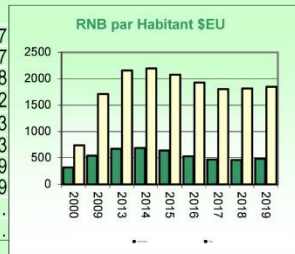
## **VI RECOMMANDATION**

La Direction recommande que le Conseil d'administration approuve le projet de don FAD de 25,9 millions d'UC en faveur de la République du Mozambique pour le financement du programme MEFA comprenant i) un don FAD de 12,2 millions d'UC pour le financement de la composante Prêt à l'investissement ; et ii) un don FAD de 13,7 millions d'UC pour le financement de la composante financée par l'instrument de financement axé sur les résultats.

La Direction recommande enfin que le Conseil autorise que les ressources du Fonds soient utilisées pour couvrir la TVA et d'autres taxes et lève l'obligation pour le gouvernement d'apporter des ressources de contrepartie pour le présent programme, comme il est décrit à l'Annexe 4 et conformément à la politique de la Banque relative aux dépenses éligibles.

## ANNEXE I : INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES COMPARATIFS DU PAYS

	Année	Mozambique	Afrique du Sud	Afrique	Pays en Développement
<b>Indicateurs de Base</b>					
Superficie ('000 Km <sup>2</sup> )	2020	786	6 571	30 067	94 557
Population totale (millions)	2020	31,3	213,2	1 338,8	6 437,7
Population urbaine (% of Total)	2020	38,3	50,0	43,8	50,8
Densité de la population (au Km <sup>2</sup> )	2020	39,7	32,8	45,6	67,2
Revenu national brut (RNB) par Habitant (\$ EU)	2019	480	2 814	1 843	5 093
Participation de la Population Active *- Total (%)	2020	76,1	68,5	61,3	58,3
Participation de la Population Active ** - Femmes (%)	2019	77,4	62,7	55,8	45,9
Rapport de Masculinité (hommes pour 100 femmes)	2020	94,5	96,8	99,9	106,9
Indice de développement humain (rang sur 189 pays)	2019	181	...	...	...
Population vivant en dessous de 1,90 \$ par Jour (%)	2007-18	63,7	45,5	34,4	...
<b>Indicateurs Démographiques</b>					
Taux d'accroissement de la population totale (%)	2020	2,9	2,3	2,5	1,2
Taux d'accroissement de la population urbaine (%)	2020	4,4	3,2	3,6	2,3
Population âgée de moins de 15 ans (%)	2020	44,1	38,9	40,4	27,4
Population âgée de 15-24 ans	2020	20,6	19,3	19,3	16,3
Population âgée de 65 ans et plus (%)	2020	2,9	3,6	3,5	7,3
Taux de dépendance (%)	2020	88,4	73,8	78,1	54,6
Population féminine de 15 à 49 ans (%)	2020	24,2	25,2	24,2	25,1
Espérance de vie à la naissance - ensemble (ans)	2020	61,4	63,7	63,8	71,0
Espérance de vie à la naissance - femmes (ans)	2020	64,2	66,6	65,6	73,2
Taux brut de natalité (pour 1000)	2020	36,8	30,4	32,6	19,7
Taux brut de mortalité (pour 1000)	2020	8,0	7,8	7,8	7,3
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	2019	54,8	41,0	47,9	30,6
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	2019	74,2	57,0	69,5	41,0
Indice synthétique de fécondité (par femme)	2020	4,7	3,8	4,3	2,6
Taux de mortalité maternelle (pour 100000)	2017	289,0	245,8	432,3	231,0
Femmes utilisant des méthodes contraceptives (%)	2020	31,5	54,6	39,1	59,1
<b>Indicateurs de Santé et de Nutrition</b>					
Nombre de médecins (pour 100000 habitants)	2010-18	8,4	48,0	33,4	127,9
Nombre d'infirmières et sages-femmes (pour 100000 habitants)	2010-18	68,5	102,1	107,8	247,6
Naissances assistées par un personnel de santé qualifié (%)	2010-18	54,3	73,5	64,7	79,4
Personnes utilisant au moins des ser. de base en eau potable (% Pop.)	2017	55,7	69,5	66,3	87,7
Personnes utilisant au moins des ser. de base d'assainissement (% Pop.)	2017	29,4	44,6	40,3	68,4
Pourcent. d'adultes de 15-49 ans vivant avec le VIH/SIDA	2019	12,4	11,3	3,1	...
Incidence de la tuberculose (pour 100000)	2019	361,0	382,2	198,2	152,0
Enfants vaccinés contre la tuberculose (%)	2019	94,0	83,8	81,0	88,0
Enfants vaccinés contre la rougeole (%)	2019	87,0	75,6	71,9	84,9
Insuffisance pondérale des moins de 5 ans (%)	2010-19	2,6	13,4	18,1	14,5
Prévalence de retard de croissance	2010-19	15,1	31,6	32,4	23,6
Prévalence de la malnutrition (% de pop.)	2018	32,6	20,29	15,05	9,74
Dépenses de santé courantes (en % du PIB)	2018	8,2	6,8	5,2	5,4
<b>Indicateurs d'Education</b>					
Taux brut de scolarisation au (%)					
Primaire - Total	2010-20	116,4	114,9	101,0	101,6
Primaire - Filles	2010-20	112,4	112,9	98,8	100,5
Secondaire - Total	2010-20	35,4	63,0	53,5	72,4
Secondaire - Filles	2010-20	33,4	58,8	50,5	72,1
Personnel enseignant féminin au primaire (% du total)	2010-20	46,0	59,3	49,2	63,7
Alphabétisme des adultes - Total (%)	2010-18	60,7	81,7	67,9	84,3
Alphabétisme des adultes - Hommes (%)	2010-18	83,3	78,7	73,5	88,4
Alphabétisme des adultes - Femmes (%)	2010-18	50,3	79,4	61,7	80,2
Dépenses publiques d'éducation (% du PIB)	2010-19	5,5	5,7	4,8	4,1
<b>Indicateurs d'Environnement</b>					
Terres arables (en % de la superficie totale)	2016	7,2	6,1	8,0	11,3
Terres agricoles (% superficie des terres)	2016	63,5	55,7	38,2	38,3
Forêts (en % pourcentage de la superficie totale)	2016	48,0	30,9	13,2	31,9
Emissions du CO2 par habitant (tonnes métriques)	2016	0,3	2,9	1,1	3,4



Source : Base des données du Département des Statistiques de la BAD;

dernière mise à jour:

Mars 2021

Banque Mondiale WDI; ONUSIDA; UNSD; OMS, UNICEF, PNUD, Rapports nationaux.

Notes: n.a. Non Applicable; ... : Données non disponibles. \* Participation à la population active, total (% de la population totale âgée de 15+)

\*\* Participation à la population active, femmes (% de la population féminine âgée de 15+)

**ANNEXE 2 : TABLEAU DU PORTEFEUILLE DE LA BAD DANS LE PAYS**

#	Secteur	Code du projet	Numéro du prêt	Désignation du projet	Source	Inst. de financement	Division	Secteur	Date d'app.	Date de sign.	Date d'entrée en vigueur	Date du premier déc.	Date du dernier déc.	Date du déc. final	Déc., (MUC)	Taux de déc.	Ratio d'ach.	Âge (années)	Statut
1	Agriculture	P-MZ-AA0-031	2100150039194	Ppf-Programme de développement de la chaîne de valeur et du marché pour le corridor Pemb L	FAD	Prêt	RDG S2	Agriculture	06/12/2017	25/05/2018	25/05/2018	25/05/2018	21/10/2020	30/06/2021	1	71,3 %	87 %	3,4	Encours
2	Agriculture	P-MZ-AA0-033	2100155036468	Projet de redressement post-sécheresse et de résilience de l'agriculture	FAD	Don	RDG S2	Agriculture	18/01/2018	21/02/2018	21/04/2018	05/06/2018	27/04/2021	30/06/2023	9	91,6 %	88 %	3,3	Encours
3	Agriculture	P-MZ-AA0-034	2100155037718	Projet de chaîne de valeur agricole et d'autonomisation des jeunes	FAD	Don	RDG S2	Agriculture	20/07/2018	01/10/2018	01/10/2018	01/10/2018	19/04/2021	31/12/2023	2	19,6 %	51 %	2,8	Encours
4	Agriculture	P-MZ-AZ0-003	2100150027693	Projet d'irrigation et de résilience au changement climatique de Baixo Limpopo	FAD	Prêt	RDG S2	Agriculture	26/09/2012	08/11/2012	03/04/2013	20/06/2013	14/04/2021	30/06/2022	16	94,1 %	83 %	8,6	Encours
5	Agriculture	P-MZ-AZ0-003	5565155000051	Projet d'irrigation et de résilience au changement climatique de Baixo Limpopo	SCF	Don	RDG S2	Agriculture	26/09/2012	08/11/2012	08/12/2012	20/06/2013	26/04/2021	30/06/2022	1	75,6 %	98 %	8,6	Encours
6	Agriculture	P-MZ-AZ0-003	5565130000001	Projet d'irrigation et de résilience au changement climatique de Baixo Limpopo	SCF	Prêt	RDG S2	Agriculture	26/09/2012	08/11/2012	03/04/2013	20/06/2013	29/09/2020	30/06/2022	7	75,0 %	88 %	8,6	Encours
7	Transport	P-MZ-D00-007	2100155033673	Projet routier Mueda -Negomano Phase I	FAD	Don	RDG S1	Transport	09/12/2016	02/02/2017	02/02/2017	11/11/2017	03/05/2019	31/12/2022	0	0,3 %	22 %	4,4	Encours

8	Transport	P-MZ-D00-007	2100150036499	Projet routier Mueda -Negomano Phase I	FA D	Prêt	RDG S1	Transport	09/12/2016	02/02/2017	30/08/2017	11/11/2017	23/04/2021	31/12/2022	11	20,6 %	54 %	4,4	Encours
9	Transport	P-MZ-DB0-012	2100150028343	Corridor de transport de Nacala Phase-III	FA D	Prêt	RDG S1	Transport	05/12/2012	15/03/2013	29/11/2013	10/04/2014	08/04/2021	31/12/2022	29	74,7 %	79 %	8,4	Encours
10	Transport	P-MZ-DB0-012	2100155024216	Corridor de transport de Nacala Phase-III	FA D	Don	RDG S1	Transport	05/12/2012	15/03/2013	15/03/2013	10/04/2014	28/11/2016	31/12/2022	0	100,0 %	100 %	8,4	Encours
11	Water Sup/San it	P-MZ-EAZ-003	5600155004651	Assainissement urbain, réseau d'évacuation et de gestion de déchets solides	A WF	Don	RDG S4	Alimen, en eau/ass,	14/07/2016	27/01/2017	27/01/2017	01/02/2018	13/01/2021	31/12/2021	1	61,9 %	73 %	4,8	Encours
12	Power	P-MZ-FD0-003	2000130021093	Zone 1 - Mozambique Ln1	AD B	Prêt	PITD 4	Électricité	21/11/2019	11/06/2020	11/06/2020	23/03/2021	---	15/03/2025	0	0,0 %	0 %	1,4	APP,
13	Finance	P-MZ-HAB-001	2000130013582	LdC au programme des PME en Afrique - Mozabanco S,A Mozambique	AD B	Prêt	PIFD	Services financiers	11/04/2014	14/11/2014	14/11/2014	10/04/2015	31/05/2016	30/05/2016	6	100,0 %	0 %	7	Encours
14	Finance	P-MZ-HAB-004	2000130020680	Ligne de crédit Banco Commercial E, De Investimentos S,A, Mozam	AD B	Prêt	PIFD 1	Services financiers	15/07/2019	---	---	---	---	---	0	0,0 %	0 %	1,8	APP,
15	Finance	P-MZ-HAB-004	5060140000551	Ligne de crédit Banco Commercial E, De Investimentos S,A, Moza	PS F	Loan	PIFD 1	Services financiers	13/11/2019	---	---	---	---	---	0	0,0 %	0 %	1,4	APP,
16	Social	P-MZ-I00-002	2100155036425	Projet de développement des compétences agronomiques et d'aménagement d'infrastructures à l'appui d'Unilurio I	FA D	Don	RDG S2	Social	16/01/2018	21/02/2018	21/02/2018	21/02/2018	26/04/2021	31/08/2023	2	17,9 %	36 %	3,3	Encours



17	Social	P-MZ-IZ0-002	2100150030643	Consolidation de l'entrepreneuriat féminin	FA D	Prêt	RDG S2	Social	18/12/2013	25/03/2014	05/12/2014	30/09/2015	27/11/2018	30/12/2021	1	86,2 %	100 %	7,4	En cours
18	Social	P-MZ-IZ0-002	2100155026666	Consolidation de l'entrepreneuriat féminin	FA D	Don	RDG S2	Social	18/12/2013	25/03/2014	22/04/2014	08/08/2014	30/03/2021	31/12/2021	2	80,6 %	70 %	7,4	En cours
19	Social	P-MZ-IZ0-003	2100155032268	Projet de création d'emplois et d'amélioration des conditions de vie	FA D	Don	RDG S2	Social	18/05/2016	17/06/2016	17/06/2016	17/06/2016	12/04/2021	30/06/2023	2	32,7 %	44 %	4,9	En cours
20	Multi-Sector	P-MZ-K00-012	2100155040738	Programme d'appui à la réponse multinationale à la Covid-19 pour le Mozambique	FA D	Don	ECG F	Multisectoriel	22/07/2020	28/07/2020	28/07/2020	06/08/2020	21/08/2020	30/04/2021	15	100,0 %	0 %	0,8	APP,
21	Multi-Secteur	P-MZ-K00-012	5900155016266	Programme d'appui à la réponse multinationale à la Covid-19 pour le Mozambique	TS F	Don	ECG F	Multisectoriel	22/07/2020	28/07/2020	28/07/2020	06/08/2020	03/09/2020	30/06/2021	15	100,0 %	0 %	0,8	APP,
22	Multisectoriel	P-MZ-KB0-001	5700155002751	Projet d'AT pour les liens commerciaux du corridor de Nacala	FA PA	Don	RDG S2	Multisectoriel	14/06/2017	14/09/2017	27/11/2017	08/02/2018	23/02/2021	30/12/2021	1	73,3 %	67 %	3,9	En cours
23	Transport	P-Z1-DB0-039	2100150020398	Projet du corridor de Nacala(Mozambique)	FA D	Prêt	RDG S1	Transport	24/06/2009	23/10/2009	24/02/2010	20/07/2011	22/04/2021	30/10/2021	83	81,0 %	76 %	11,8	En cours
24	Électricité	P-Z1-FA0-073	2100150030595	Investissement porteur de grande envergure dans le gaz et l'électricité	FA D	Prêt	RDG S1	Électricité	18/12/2013	25/03/2014	03/02/2015	03/02/2015	23/04/2021	30/06/2022	5	54,1 %	63 %	7,4	En cours
25	Agriculture	P-Z1-AZ0-014	5900155015802	Programme de reconstruction et de résilience d'urgence post-cyclone Idai	TS F	Don	RDG S4	Agriculture	05/06/2019	20/08/2019	20/08/2019	20/08/2019	25/03/2021	30/12/2023	1	10,4 %	21 %	1,9	En cours

26	Agriculture	P-Z1-AZ0-014	2100155040216	Programme de reconstruction et de résilience d'urgence post-cyclone Idai	FAD	Don	RDG S4	Agriculture	05/06/2019	20/08/2019	20/08/2019	20/08/2019	23/02/2021	31/12/2023	5	26,6 %	33 %	1,9	Encours
27	Agriculture	P-Z1-AZ0-014	5900155015801	Programme de reconstruction et de résilience d'urgence post-cyclone Idai	TSF	Don	RDG S4	Agriculture	05/06/2019	20/08/2019	20/08/2019	20/08/2019	26/11/2020	31/12/2023	0	0,9 %	21 %	1,9	Encours
28	Transport	P-Z1-DB0-039	5110155000758	Multi-Projet de corridor de Nacala (Mozambique)		Don	RDG S1	Transport	28/11/2019	---	---	---	---	---	0	0,0 %	0 %	1,4	Encours
29	Transport	P-Z1-DB0-039	6550655000451	Multi-Projet de corridor de Nacala (Mozambique)		Prêt	RDG S1	Transport	10/03/2010	10/03/2010	06/07/2010	20/07/2011	---	06/07/2016	0	0,0 %	100 %	11,1	Encours
30	Transport	P-Z1-DB0-222	5900155016172	Mueda-Negomano Phase Ii (Lot A)	TSF	Don	RDG S1	Transport	25/11/2019	24/02/2020	24/02/2020	30/10/2020	---	31/12/2023	0	0,0 %	0 %	1,4	Encours
31	Transport	P-Z1-DB0-222	2100155040649	Mueda-Negomano Phase Ii (Lot A)	ADF	Don	RDG S1	Transport	25/11/2019	24/02/2020	24/02/2020	30/10/2020	27/04/2021	31/12/2023	0	0,4 %	0 %	1,4	Encours
32	Électricité	P-Z1-FA0-164	2100155040366	Projet de transport de Temane (Ttp)	ADF	Don	RDG S1	Électricité	19/07/2019	29/08/2019	29/08/2019	17/08/2020	06/11/2020	31/12/2023	0	0,2 %	0 %	1,8	APP.

**ANNEXE 3 : SOMMAIRE DE L'ÉVALUATION DU FAR**

**CADRE DES RÉSULTATS POUR LE FINANCEMENT DE L'ACCÈS AXÉ SUR LES RÉSULTATS**

Indicateurs de résultats	DLI (Oui/ Non ?)	Unité de mesure	Données de référence (Année - 2019)	Valeurs cibles				Fréquence	Source/méthode des données	Resp. pour la collecte des données
				Année 1	Année 2	Année 3	Année 4			
<b>IMPACT : Augmenter les taux d'accès à l'électricité au Mozambique</b>										
<b>RÉSULTATS</b>										
1. Contribuer à l'amélioration des taux d'accès	Non/DLI1	%	38 %	0,25 %	1 %	1 %	0.25%	Annuellement	EDM	EDM, MIREME, ARENE
<b>PRODUITS</b>										
2. Nombre de nouveaux branchements réalisés et utilisations productives d'énergie)	Oui/DLI1	Nombre	2 millions	8 060	13 500	13 500	9 000	Annuellement	IVA. EDM	EDM, avec l'appui de l'IVA
3. Ménages dirigés par des femmes électrifiés	Oui/DLI 2	Indice	à déterminer par l'IVA	895	1 500	1 500	1 000	895	IVA. EDM	EDM, avec l'appui de l'IVA

**ANNEXE 4 : INDICATEURS LIES AUX DECAISSEMENTS (DLI) – PROTOCOLE DE VERIFICATION**

				Protocole pour évaluer la réalisation des DLI et vérification des données/résultats		
Indicateurs liés aux décaissements (DLI) #	Indicateurs liés aux décaissements (DLI)	Définition/Description de la réalisation	Flexibilité des décaissements (Oui/Non)	Source des données/organisme	Entité chargée de la vérification	Procédure
DLI 1	Nombre de raccordements au réseau	Utilisations productives d'énergie – hommes et femmes	Oui	Rapports de l'IVA et de la direction d'EDM, rapports trimestriels et annuels, audits financiers, vérification des procédures, système de prépaiement d'EDM et inspection physique	IVA	EDM enverra à l'IVA les informations suivantes : i) les rapports de gestion ; ii) les rapports trimestriels et annuels ; iii) les audits financiers ; iv) la vérification des procédures ; et v) le système de prépaiement d'EDM et l'inspection physique. L'IVA vérifiera les progrès.
DLI 2	Ménages dirigés par des femmes électrifiés	Utilisation productive d'énergie par des femmes	Oui	Rapports de l'IVA et de la direction d'EDM, rapports trimestriels et annuels, audits financiers, vérification des procédures, système de prépaiement d'EDM et inspection physique	IVA	EDM enverra à l'IVA les informations suivantes : i) les rapports de gestion ; ii) les rapports trimestriels et annuels ; iii) les audits financiers ; iv) la vérification des procédures ; et v) le système de prépaiement d'EDM et l'inspection physique. L'IVA vérifiera les progrès de mise en œuvre.

## **ANNEXE 5 : JUSTIFICATION DU FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES COÛTS DU PROJET, Y COMPRIS LA TVA**

### **Contexte**

Le gouvernement du Mozambique a soumis une requête demandant au Groupe de la Banque de financer la totalité des coûts des projets, TVA et autres taxes comprises, au départ pour les nouveaux projets approuvés en 2017 et en 2018. Une autre requête soumise en octobre 2020 demandait qu'une telle mesure s'applique également aux projets approuvés en 2021 et en 2022. Cela aurait pour effet d'aligner la pratique en vigueur à la Banque sur celle d'autres partenaires de développement comme la Banque mondiale, et de régler certaines questions émergentes dans la mise en œuvre de projets. La Politique relative aux dépenses éligibles au financement de la Banque<sup>20</sup> (2008) permet à la Banque de déroger au cas par cas au principe selon lequel ses projets sont exonérés de droits et taxes, lorsque (paragraphe 4.2.1 de la politique mentionnée) :

*(i) le régime fiscal du pays impose des taxes et droits de niveau raisonnable et (ii) les taxes et droits ne constituent pas un pourcentage élevé des coûts du projet ou ne ciblent pas particulièrement les projets, activités ou dépenses financés par la Banque.*

La présente annexe examine l'opportunité de donner suite à cette requête dans le but d'améliorer la mise en œuvre de projets dans un contexte de baisse des marges de manœuvre budgétaires et des budgets des départements.

### **Contexte budgétaire**

Le Mozambique a réalisé des progrès au plan du rétablissement de la stabilité macroéconomique, mais il reste encore beaucoup à faire. Le pays a affiché une croissance économique moyenne de 3,3 % par an de 2016 à 2019, soit un résultat inférieur au taux de croissance historique moyen de 7 % enregistré entre 2004 et 2015. En 2020, l'activité économique a été frappée de plein fouet par la crise sociale, économique et sanitaire induite par la pandémie de la COVID-19, qui a provoqué un tassement de 1,3 % du PIB. Avant le COVID-19, le Mozambique se redressait à peine d'une série de chocs financiers, par exemple la découverte en 2015-2016 de « dettes cachées » (ce qui a entraîné la suspension du pays du programme du FMI et des opérations d'appui budgétaire<sup>21</sup> des bailleurs de fonds), et l'impact des cyclones IDAI et Kenneth en 2019, qui ont occasionné des dommages correspondant à environ un cinquième du PIB. L'on s'attend à ce que d'autres pressions s'exercent sur les situations économique et budgétaire, par exemple la persistance de la pandémie de la COVID-19 et la recrudescence des conflits au nord du pays, lesquels peuvent non seulement entraîner l'augmentation du budget pour les besoins militaires et humanitaires, mais également le report du démarrage des mégaprojets dans le secteur des ressources naturelles et des revenus connexes.

Le gouvernement du Mozambique a pris des mesures pour assainir les finances publiques, en apportant plus de transparence dans son processus budgétaire et la discipline financière dans la gestion des entreprises étatiques. Il a conclu un accord de restructuration avec les détenteurs d'obligations et a également déposé une plainte pour fraude au Royaume-Uni, contestant la validité de deux des « dettes cachées », tout en continuant d'honorer le service de sa dette

---

<sup>20</sup> BD/WP/2007/106/Rev.2

<sup>21</sup> La suspension de ces programmes de financement s'expliquait en partie par la découverte de dettes commerciales qui n'avaient pas été divulguées auparavant, ce qui a eu pour effet que le gouvernement s'est retrouvé avec des dettes se chiffrant jusqu'à 1,2 milliard de dollars EU (10 % du PIB du pays) entre 2013 et 2014. Le ratio dette/PIB est passé de 87,4 % en 2015 à 126,9 % en 2016, ce qui a mis la dette publique sur une trajectoire insoutenable et nécessité des mesures d'assainissement.

multilatérale. L'inflation a été maîtrisée, et les mesures susceptibles de fausser le marché, comme les subventions aux combustibles, ont été éliminées.

**Les mesures de réforme budgétaire ont été importantes.** Les subventions aux combustibles et au blé ont été éliminées, un mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant a été adopté, et les tarifs de l'électricité et des transports publics ont été augmentés en 2017-2018. Ces mesures, conjuguées aux réductions des investissements publics, ont fortement réduit le déficit budgétaire primaire pour l'établir à environ 2 % du PIB en 2018, contre 4¾ % du PIB en 2016. Le budget est devenu plus réaliste qu'il n'était lors de l'évaluation précédente. Les réformes macroéconomiques sont allées de pair avec des améliorations au plan de la gestion des finances publiques, par exemple les règles améliorées relatives à l'émission de la dette publique et des garanties, ainsi que la loi et la réglementation relatives à la gestion des entreprises étatiques, un nouveau cadre pour les fonds publics et d'autres entités publiques, la création d'une unité chargée des risques budgétaires au sein du Ministère des Finances et de l'Économie avec l'assistance du FMI et la publication régulière des risques budgétaires. Une enquête portant sur l'implication de fonctionnaires actifs et anciens dans le scandale des dettes illicites a également été diligentée. Le gouvernement du Mozambique entend surveiller toute nouvelle dépense qui serait financée grâce aux retombées de la suspension temporaire du service de la dette et donner des renseignements complets concernant de telles dépenses et ses engagements financiers dans le secteur public.

**Situation de la dette** – Le Mozambique continue d'être asphyxié par sa dette. Les discussions concernant la restructuration de cette dette ont été engagées, mais sur la foi de la DSA de 2020, la dette du pays est toutefois soutenable à moyen et à long terme. L'évaluation de la soutenabilité de la dette s'appuie également sur l'engagement ferme pris par les autorités d'assainir les finances publiques et de mettre en œuvre une stratégie d'emprunt prudente. L'approbation et le décaissement de la facilité de crédit rapide du FMI d'environ 309 millions de dollars EU ont favorisé l'obtention de dons de la part des partenaires de développement dont les autorités ont besoin pour répondre aux effets économiques de la pandémie de la COVID-19. Les autorités sollicitent l'indulgence des créanciers dans le cadre de l'Initiative pour la suspension du service de la dette (DSSI) du G-20, qui a été annoncée récemment, ce qui dégagerait une marge de manœuvre plus grande pour faire face aux dépenses sanitaires et sociales pendant la pandémie.

**Mesures stratégiques et implications.** Le gouvernement du Mozambique a mis en œuvre des réformes pour renforcer la gouvernance et des mesures financières pour régler le scandale des dettes cachées. Il a également entrepris un assainissement graduel des finances publiques à partir de 2016, en apurant systématiquement les arriérés jusqu'en 2019. Il a en outre réagi rapidement dans des situations de crise, avec l'appui de BAD au plan du financement, de la mise en œuvre des mesures et du dialogue sur les politiques. Le gouvernement a mis en œuvre i) un plan de secours et de reconstruction à court terme après les cyclones IDAI et Kenneth, ii) un train de mesures générales d'atténuation des impacts de la COVID-19, par exemple le renforcement des programmes sociaux, l'application d'exonérations fiscales et la réduction des notes d'électricité pour les MPME, et met actuellement au point, de concert avec la BAD, l'UE, l'ONU et la Banque mondiale, une stratégie de développement intégrée pour remédier aux facteurs de fragilité et renforcer la résilience dans le nord du pays. Dans une large mesure, le Mozambique a utilisé des dons et des ressources hautement concessionnelles pour financer de telles mesures de riposte, mais leurs implications budgétaires sont importantes compte tenu de leur portée et de leur fréquence. Comme il est indiqué au Tableau 10, les déficits des comptes budgétaires devraient se creuser davantage, mettant ainsi en péril la capacité du gouvernement à honorer ses obligations.

**Tableau 10 :** Position budgétaire du Mozambique (en pourcentage du PIB).

Opérations du gouvernement	2018	2019	2020	2021
Recettes totales	23,8	28,9	24,1	24,2
Dépenses totales et prêts nets	31,3	30	30,9	33,3
Solde global, après dons	-8,2	-1,2	-4,1	-6,3
Solde primaire après dons	-3,8	2	-1	-3,2

Source : IMF NO. 21/101 on Mozambique

Avant la requête du gouvernement du Mozambique, les projets financés par la Banque au Mozambique se sont heurtés à des difficultés liées au cofinancement de la TVA et d'autres dépenses et au remboursement de la TVA aux opérateurs privés. En 2018/2019, au moins 14 projets actifs de la Banque ont déclaré des arriérés de paiement de la TVA par le gouvernement, ce qui occasionne des retards importants dans la mise en œuvre. Le financement à 100 % des coûts a eu un impact positif sur la mise en œuvre des projets et a contribué à restaurer la confiance des opérateurs du secteur privé, en particulier les petites entreprises locales, et à les inciter à déposer des offres pour obtenir des marchés financés par la Banque.

**Conformité avec les politiques de la Banque.** La demande visant à amener la Banque à financer les taxes et les droits applicables aux activités des projets est conforme aux conditions énoncées dans la politique relative aux dépenses éligibles au financement de la Banque :

1. Les taux des taxes et des droits au Mozambique sont en gros proches des taux moyens pratiqués à l'échelle de l'Afrique. À 17 %, les taux de la TVA dépassent légèrement la moyenne dans la SADC, mais ils sont en gros comparables à ceux qui sont pratiqués par des économies similaires en Afrique (voir le Tableau 11 ci-dessous).

**Tableau 11 :** Taux comparatifs de la TVA

<b>Mozambique</b>	<b>17 %</b>	<b>Tanzanie</b>	<b>18 %</b>
Ghana	17,5 %	Kenya	16 %
Côte d'Ivoire	18 %	République sud-africaine	14 %
Zambie	16 %	Namibie	15 %

2. Selon les estimations, les taxes et les droits représentent environ 13 % de l'ensemble des coûts du programme MEFA, la composante Infrastructures est celle qui est assujettie à la plupart des droits.

3. Les taxes et droits ne visent pas spécifiquement les projets de la Banque. De fait, la Banque mondiale finance déjà ces dépenses dans le cadre de ses projets au Mozambique.

4. Le projet tirera parti du décret gouvernemental 13/2016, art. 15, en vertu duquel les infrastructures et la maintenance jouissent d'une exonération de 60 % du coût total.

**Tableau 12 : Coût par catégorie de dépense (TVA)**

Catégorie	Éléments	Montant en USD	%
<b>TRAVAUX</b>	Composante Accès	19,3	28 %
	SCADA/EMS	9,5	14 %
	RTU et travaux d'adaptation	3,9	6 %
	Télécommunications	10,5	15 %
	Bâtiments	5,5	8 %
<b>FORMATION</b>	Formation	2,8	4 %
<b>TOTAL PARTIEL</b>	Total partiel	51,5	74 %
<b>CONSULTANTS</b>	Honoraires (7,5 %)	3,9	6 %
<b>IMPRÉVUS</b>	Imprévus (10 %)	5,5	8 %
<b>TOTAL- monnaie étrangère (taxes non comprises)</b>	<b>Total (taxes et droits non compris)</b>	60,9	
<b>TAXES LOCALES</b>	<b>Droits de douane, TVA et autres taxes (environ 15 %)</b>	9,1	13 %
<b>TOTAL</b>	<b>Total (taxes, TVA et droits compris)</b>	70,0	100 %

Le programme MEFA vise à renforcer les exportations d'électricité et à améliorer la qualité de l'alimentation en électricité dans le pays et au plan régional. Toutefois, on ne s'attend pas à ce que ce programme, compte tenu de sa nature, génère des revenus à court et moyen terme pour le gouvernement. Il serait judicieux de faciliter sa mise en œuvre en permettant que le projet finance les coûts de la TVA et des droits pour 2021 et jusqu'en 2024.

La dérogation sollicitée devrait être jugée comme une mesure temporaire à appliquer au cas par cas, eu égard à la conjoncture macroéconomique et budgétaire actuelle et pour aider le gouvernement à rétablir ses relations avec les institutions financières internationales et avec les créanciers, et pour permettre une mise en œuvre harmonieuse du programme. Ainsi, l'exposé de la situation présenté ci-dessus justifie l'octroi par la Banque d'une dérogation à l'exigence de cofinancement et au principe de non-paiement de taxes dans le cadre du programme MEFA actuel.

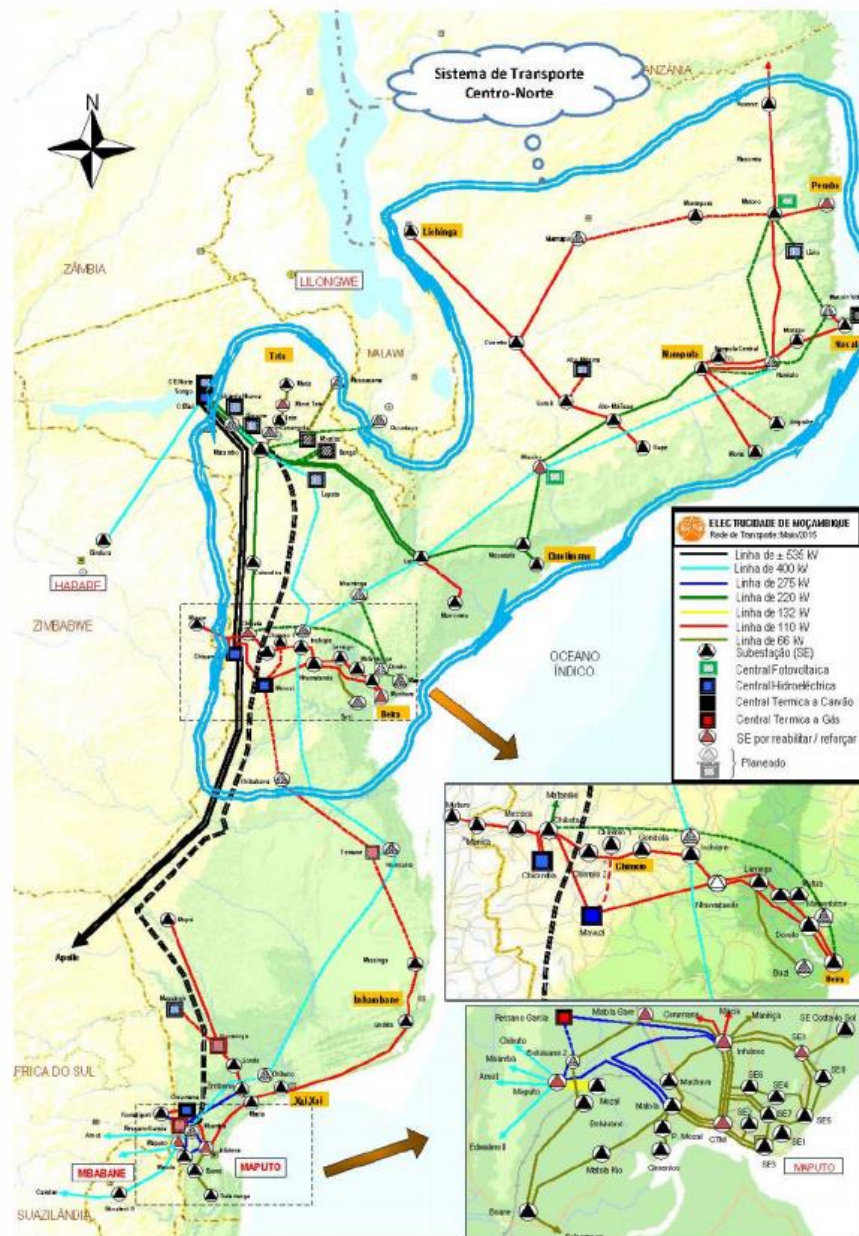


## ANNEXE 6 : PLAN D’ACTION POUR L’EGALITE HOMMES-FEMMES

TITRE DU PROJET	Programme Énergie pour tous - P-MZ-FA0-021			
CATÉGORIE GMS	111			
Produits	Activités à entreprendre	Calendrier	Budget	Responsabilité
1. Accès accru à l'électricité (FAR)	i. Promouvoir la participation des femmes dans les consultations et la prise de décisions communautaires publiques liées aux programmes de développement comme l'accès à l'électricité dans leurs régions et aux utilisations connexes dans leurs communautés et leurs quartiers (amener les filles à visiter les installations d'EDM)	Pendant toute la période de mise en œuvre du projet	Budget d'EDM 250 000,00 MZN 4 032,26 USD	EDM
	ii. Élaborer et mettre en œuvre un code de conduite, un instrument pour atténuer les risques de violences sexospécifiques, d'exploitation et d'abus sexuels et de violences contre les enfants, en sensibilisant les travailleurs et les communautés locales sur ces questions au cours des travaux de génie civil comme la réhabilitation d'infrastructures existantes (CNC) et les branchements des ménages au réseau électrique.		Budget des entrepreneurs 42 550 000 MZN 686 290,23 USD	Entrepreneurs
	iii. Veiller à l'égalité au plan de la participation des hommes et des femmes (jeunes compris) aux opportunités d'emploi -emplois non qualifiés, semi-qualifiés et qualifiés – en particulier les personnes vivant près des sites des travaux et/ou les communautés affectées par les travaux de génie civil. Au moins 40 % des emplois au cours de la réhabilitation et des branchements seront destinés aux femmes.		Budget d'EDM 126 271 667 MZN 2 036 639,79 USD	EDM
	iv. Préparer le GRM, former et encadrer les comités de GRM, en veillant à la participation active des femmes à la prise de décisions.			
2. Mise en œuvre de la stratégie de prise en	i. Faciliter et améliorer le recrutement de femmes à EDM à travers des mesures d'action positive pour augmenter leur représentation de 18,1 % au	Pendant toute la période de mise en œuvre du projet	Budget d'EDM 60 114 500,1 MZN 969 588,71 USD	EDM

compte du genre d'EDM	point de référence à 31 % à l'horizon 2025.			
	ii. Former le personnel d'EDM sur la prise en compte du genre et sur la façon de veiller à éviter les discriminations fondées sur le genre, les violences sexospécifiques, le harcèlement et les abus sexuels en milieu de travail et à l'extérieur, etc.		Deux fois l'an 9 100 000,00 MZN 146 774,19 USD	EDM

# ANNEXE 7: CARTE DU MOZAMBIQUE



# NOTE DE CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (NOCES)



A. Information de base <sup>22</sup>	
Nom du Projet : Programme Énergie pour tous au Mozambique	“Code SAP” du projet : P-MZ-FA0-021
Pays : Mozambique	Instrument de financement <sup>23</sup> : ID <input checked="" type="checkbox"/> IF <input type="checkbox"/> AB <input type="checkbox"/> PE <input type="checkbox"/> GU <input type="checkbox"/> APR <input type="checkbox"/> PP <input type="checkbox"/> FAR <input checked="" type="checkbox"/>
Secteur Responsable du Projet : Energie	Chargé du Projet : Mario BATSANA
Date de la mission d'évaluation ex-ante: 29/03 – 8/04 2021	Date prévue de présentation pour Approbation : 22/09/2021
Spécialiste en sauvegarde environnementale :	
Spécialiste en sauvegarde sociale : Edith Birungi Kahubire	
Catégorie environnementale et sociale : 2	Date de catégorisation : 10/06/2021
Type d'opération : OS <input checked="" type="checkbox"/> ONS <input type="checkbox"/> OBP <input type="checkbox"/>	
Ce projet est-il préparé dans un contexte de réponse d'urgence à une crise ou catastrophe ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Ce projet est-il préparé sous dérogation de l'application du Système de Sauvegarde Intégré ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>


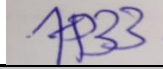

B. Publication et Suivi de la Conformité	
B.1. Publication obligatoire	
Evaluation Environnementale et Sociale/Audit/Système/Autres (spécifier): CGES	
Le (s) document (s) a-t-il / ont-ils été publié (s) avant l'évaluation ex-ante ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>
Date de publication dans le pays, par l'emprunteur/client	15 Juin 2021
Date de réception, par la Banque, de l'autorisation de publier	15 Juin 2021
Date de publication par la Banque	15 Juin 2021
Cadre de Politique/Plan d'Action de Réinstallation/Autres (spécifier):	
Le (s) document (s) a-t-il / ont-ils été publié (s) avant l'évaluation ex-ante ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Date de publication dans le pays, par l'emprunteur/client	[Date]
Date de réception, par la Banque, de l'autorisation de publier	[Date]
Date de publication par la Banque	[Date]
Cadre de Gestion/Plan d'Action pour les Groupes Vulnérables/Autres (spécifier):	
Le (s) document (s) a-t-il / ont-ils été publié (s) avant l'évaluation ex-ante ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Date de publication dans le pays, par l'emprunteur/client	[Date]
Date de réception, par la Banque, de l'autorisation de publier	[Date]
Date de publication par la Banque	[Date]
Si la publication dans le pays, de n'importe lequel des documents cités ci-dessus, n'est pas possible, bien vouloir fournir les raisons légales : NA.	

B.2. Indicateurs de suivi de la Conformité	
Est-ce qu'un budget et un calendrier appropriés, ainsi que des responsabilités institutionnelles claires, ont été préparés pour la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>
Est-ce que les coûts liés aux mesures environnementales et sociales, y compris le mécanisme de gestion des plaintes ont été intégrés au coût total du projet ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>
Le montant total pour la réinstallation des personnes affectées, tel qu'intégré dans le coût total du projet, est-il entièrement mobilisé et disponible ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Est-ce que le système de suivi-évaluation du projet inclue le suivi des impacts et mesures de sauvegarde environnementale et sociale ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>
Est-ce que les arrangements institutionnels adéquats ont été convenus avec l'emprunteur/client, puis intégrés correctement dans les accords juridiques du projet ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>

C. Approbation	
Le projet est-il en conformité avec les exigences de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque, et peut donc être soumis à l'approbation du Conseil d'Administration ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

<sup>22</sup> Note : Cette NOCES doit être en annexe du Rapport d'Evaluation ex-ante présenté à la Haute Direction puis au Conseil d'Administration.

<sup>23</sup> ID=Investissement Direct ; IF=Intermédiaire Financier ; AB=Appui Budgétaire ; PE=Prêt Entreprise ; GU=Garantie ; APR=Accord de Participation au Risque ; PP=Prise de Participation ; FAR= Financement axé sur les Résultats.

<i>Préparée par :</i>	<i>Nom</i>	<i>Signature</i>	<i>Date</i>
Spécialiste en Sauvegarde Environnementale :	-		-
Spécialiste en Sauvegarde Sociale :	Edith Birungi KAHUBIRE		19/07/2021
Chargé du Projet :	Mario BATSANA		19/07/2021
<b><i>Soumise par :</i></b>			
Directeur sectoriel :	BALDEH, HENRY PAUL BATCHI		19/07/2021
<b><i>Approuvée par :</i></b>			
Directeur SNSC :	Maman-Sani ISSA		21/07/2021